

EMAG

ISTIQLAL-IA
NOUVELLE
GÉNÉRATION
DE MILITANTS
NUMÉRIQUES

**DEEPSEEK
TREMBLE DÉJÀ :
ALIBABA LANCE
SON ARME FATALE
DANS LA GUERRE
DES IA !**



SCAN ME!

DEEPSEEK
SPOUTNIK
NUMÉRIQUE
OU SIMPLE
FEU DE PAILLE ?

DEEPSEEK - CHATGPT - QWEN2.5
LA GUERRE TOTALE DES IA LANCÉE !
LES EXPERTS MAROCAINS EN PARLENT !

Le Maroc industrialise sa défense

Ahmed Naji
Directeur de publication

Le fabricant de drones turc Bayraktar a créé une filiale au Maroc, Atlas défense, doté d'un capital de 2,5 millions de Dhs. La nouvelle entité va se consacrer à la conception, la fabrication et la maintenance de drones, ainsi que la production d'équipements électroniques, mécaniques et robotiques à usage militaire.

Les miliciens du Polisario, qui connaissent bien le drone Bayraktar TB2 pour avoir éliminé nombre d'entre eux, vont sûrement « apprécier » la nouvelle.

Ce n'est, toutefois, pas la première unité industrielle dans le royaume dédiée aux drones militaires.

Des composants de drones de type « SpyX » y sont déjà usinés par la société BlueBird Aero Systems, outre la fabrication des drones kamikazes, en partenariat avec le groupe industriel aéronautique IAI.

Cet investissement dans le secteur de l'industrie militaire marocaine s'inscrit dans un processus entamé par la promulgation de la loi 10.20, voté par la Chambre des représentants, le 14 juillet 2020.

Le 1er juin 2024, le Conseil des ministres, présidé par SM le Roi, a adopté un projet de décret permettant la concrétisation de cette ambition du royaume de se doter d'une industrie de défense, avec l'installation de deux zones d'accélération industrielle vouées au domaine de la défense.

Jusqu'à présent, le Maroc s'en tenait essentiellement à la



maintenances des appareils et équipements militaires dont disposent les Forces Armées Royales.

Le contexte géopolitique régional, marqué par une tension persistante avec le voisin de l'Est, a amené le royaume à songer sérieusement à développer ses propres capacités industrielles afin d'assurer sa défense.

Comme il s'agit, dans une première étape, de créer un noyau d'industrie militaire, la démarche du Maroc consiste à établir des partenariats, tel celui conclu avec le groupe aérospatial belge Orizio pour la mise en place d'un centre de maintenance, de réparation et de mise à niveau des avions, hélicoptères et autres équipements militaires.

Un accord a également été conclu, en avril 2022 avec le géant américain Lockheed Martin et les groupes belges Sabena aerospace et Sabca, pour l'installation d'une unité de 15.000 m² consacrée également à la maintenance, réparation et mise à niveau des chasseurs marocains F16 et aux avions de transport Hercules C130.

Il va sans dire que tout système d'armement ou munition usinée au Maroc va lui épargner des importations en monnaies fortes, créer des emplois, diffuser un savoir-faire et participer à son industrialisation.

Le Maroc, qui a consenti 124 milliards de Dhs à sa défense, en 2024, et prévoit d'y injecter 133 milliards de Dhs, en 2025, est le 29^{ème} importateur d'armes à l'échelle mondiale, le 7^{ème} parmi les pays arabes et le 2^{ème} en Afrique, après l'Algérie.

Le Maroc, qui a consenti 124 milliards de Dhs à sa défense, en 2024, et prévoit d'y injecter 133 milliards de Dhs, en 2025, est le 29^{ème} importateur d'armes à l'échelle mondiale, le 7^{ème} parmi les pays arabes et le 2^{ème} en Afrique, après l'Algérie.

Enhardi par son succès dans les industries automobile et aéronautique, le royaume, dont 32% du Pib est généré par les activités manufacturières, est bien décidé à relever le défi de l'industrie militaire.

Un long chemin qui nécessite investissements, compétences et R&D, amorcé par la coproduction avec des partenaires étrangers et visant, au bout du chemin, la souveraineté en matière de défense et la conquête de marchés à l'export.



L'ODJ I-MAG est un mensuel de l'ODJ Média du groupe de presse Arrissala, publié la fin de chaque mois.

Ce n'est pas un Magazine papier, ni un PDF classique, c'est un magazine Web connecté en format FlipBook, le premier et le seul magazine connecté au Maroc.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: AHMED NAJI
RESPONSABLE ÉDITORIALE ONLINE & MARKETING: RIM KHAIRON
WEBDESIGN & COUVERTURE: NADA DAHANE
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA: MOHAMED AIT BELLAHCEN

STAFF WRITERS:
ADNANE BENCHAKROUN
NISRINE JAOUADI - SALMA LABTAR - HAFID FASSI
FIHRI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI -
KARIMA SKOUNTI

L'ODJ Média © 2024 - Groupe de presse
Arrissala SA

Vous pouvez également accéder à nos anciens numéros sur Pressplus, notre kiosque 100% digital et augmenté qui vous permet de lire une centaine de nos magazines, hebdomadaires et quotidiens gratuitement.

SOMMAIRE

BREAKING NEWS
page 4

L'ODJ ROOM
page 6

SANTÉ & BIEN ETRE
page 16

CONSO & ENVIRONNEMENT
page 22

CULTURE
page 28

POLITIQUE INTERNATIONALE
page 34

CHRONIQUEURS INVITÉS
page 44

ÉCONOMIE
page 48

DIGITAL & TECH
page 56

SPORT
page 60

LIFESTYLE
page 64

AUTOMOBILE
page 70



Breaking News



Ce retour au pouvoir suscite des attentes élevées, tant sur le plan politique qu'économique

Trump et le Maroc : un nouvel âge d'or diplomatique ?

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, officialisé le lundi 20 janvier, marque un tournant potentiel pour les relations entre Washington et Rabat.

Durant son premier mandat, Trump avait renforcé les liens stratégiques avec le Maroc, notamment en soutenant la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, un geste diplomatique majeur qui avait consolidé les relations bilatérales.

Nizar Baraka et les ambitions du Parti de l'Istiqlal : une stratégie pour revenir au sommet en 2026

Dans une initiative qui traduit les ambitions du Parti de l'Istiqlal de reprendre les rênes du gouvernement, Nizar Baraka, secrétaire général du parti et ministre de l'Équipement et de l'Eau, a dévoilé à Larache la stratégie politique visant à s'imposer lors des élections législatives de 2026. Il a affirmé que le "Parti de la Balance" aspire à retrouver une position de premier plan dans la gestion des affaires publiques du pays.



Nizar Baraka avait déjà réaffirmé son ambition de mener le Parti de l'Istiqlal vers la victoire

Le Maroc détrône l'Égypte et devient leader du tourisme africain

En 2024, le Maroc s'est hissé au sommet du tourisme africain, surpassant l'Égypte pour devenir la première destination touristique du continent.

Selon les derniers chiffres publiés par l'agence Ecofin, le Royaume a accueilli 15,9 millions de visiteurs, un record historique qui témoigne de l'attractivité croissante du pays.



Ce succès repose sur une combinaison de facteurs, allant des infrastructures modernes à la richesse du pays.

Réforme du Code de la famille : les féministes marocaines ne lâchent pas la bataille

Au nom de la liberté d'expression au Maroc : les conservateurs crient leurs désarrois et les associations féministes leurs frustrations. Au Maroc, la raison, raisonnable et raisonnée, triomphe toujours.

La réforme du Code de la famille marocain, tant attendue, peine à convaincre. Malgré les attentes d'une avancée significative en matière d'égalité, les propositions actuelles semblent osciller entre conservatisme et compromis timides.



Breaking News



Le Maroc se trouve donc à la croisée des chemins...



La fécondité au Maroc sous le seuil critique : un tournant démographique préoccupant

"La fécondité marocaine tombe sous le seuil critique de remplacement des générations"

"Éducation, coût de la vie et changements socioculturels : pourquoi les Marocains font moins d'enfants"

"Vieillesse et décroissance : le gouvernement appelé à agir face à l'urgence démographique".

L'annonce est désormais officielle : l'Indice synthétique de fécondité (ISF) au Maroc est passé sous la barre des 2 enfants par femme.

Une retraite incertaine pour 36% des Marocains : un défi national

Au Maroc, le sujet de la retraite devient une préoccupation majeure, révélant de profondes inégalités sociales. Une récente enquête menée par L'Économiste en partenariat avec Sunergia a mis en lumière une donnée inquiétante : 36% des Marocains ne bénéficient d'aucune couverture retraite. Ce chiffre alarmant soulève des questions cruciales sur l'avenir des travailleurs non couverts par un régime de sécurité sociale, en particulier dans un contexte de vieillissement de la population et de précarité croissante.

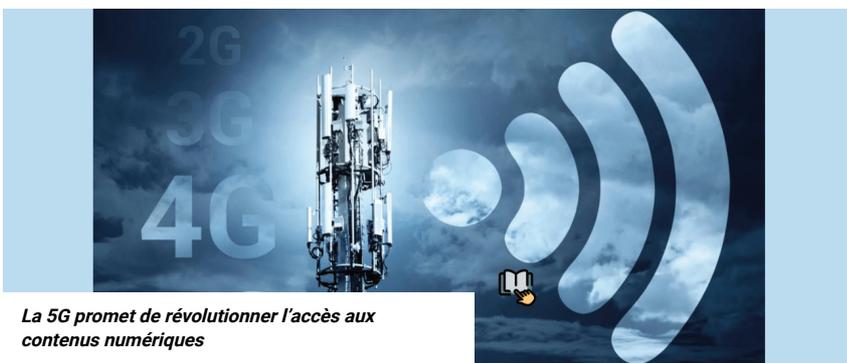


Le système de retraite marocain reste marqué par une dualité persistante.



La 5G au Maroc : un défi technologique à relever avant le Mondial 2030

À l'aube du Mondial 2030, le Maroc se retrouve à un tournant décisif dans sa quête de modernisation technologique. Le lancement de la 5G est désormais une priorité pour le gouvernement marocain, non seulement en raison de ses ambitions nationales, mais aussi à la demande expresse de la FIFA. Alors que le pays se prépare à accueillir cet événement mondial, des projets ambitieux sont en cours pour assurer une couverture significative du territoire. Cependant, plusieurs défis majeurs demeurent, notamment la mutualisation des infrastructures et l'adaptation du cadre réglementaire.



La 5G promet de révolutionner l'accès aux contenus numériques



Le Maroc en 2025 : Remettre le pays en marche

Remettre de l'ordre dans la vie politique et rehausser l'action du gouvernement : voici la clé de voûte pour remettre le pays en marche en 2025, dans un contexte de sécheresse durable et d'incertitudes des contingences de la géopolitique internationale !

Sur le plan politique, il y a la question de la cohésion du gouvernement et la question de l'urgence absolue de garder le "cap" face aux défis qui pointent à l'horizon et surtout, les difficultés à gérer au quotidien.

Cliquer sur le texte afin de lire l'intégralité de l'article

Entre un Trump flamboyant et une UE mal en point

Ahmed Naji

L'année 2025 s'annonce-t-elle sous les meilleurs auspices pour le Maroc et sa cause sacrée qu'est son intégrité territoriale ?

Les Marocains voient en le retour de Donald Trump à la Maison blanche un bon augure. C'est, après tout, le président américain qui avait reconnu, un 10 décembre 2020, la marocanité du Sahara. Trump vient, par ailleurs, de nommer comme chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, connu pour ses sympathies envers le royaume. Peter Pham, ancien envoyé spécial des États-Unis pour le Sahel et la région des Grands Lacs du temps du 1er mandat de Trump, soutien déclaré du plan d'autonomie pour les provinces du Sud, est également pressenti pour occuper le poste clé de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique.

Le 22 janvier, le Général Michael Langley, commandant de l'Africom, a signé un protocole d'accord de coopération militaire entre les États-Unis et l'Algérie. Traduction en langue « trumpienne » : les Etats-Unis s'intéressent à la sécurité de tous les pays du Maghreb, les navires militaires de ses cinq composants ayant même manœuvré, du 4 au 15



novembre, avec la Marine Us, lors de l'exercice naval « Phoenix express 2024 » qui s'est déroulé dans les eaux tunisiennes. Aussi, pas question d'affrontements entre pays maghrébins.

C'est surtout en matière de droits de douanes qu'il y a quelques inquiétudes à avoir avec l'administration Trump, mais c'est là un autre sujet. Au Nord de la Méditerranée, la situation diffère. La présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, compte visiter le Maroc, au cours de la 2ème semaine de février, sans savoir sur quel pied danser.

L'Union européenne tient à ses accords avec le Maroc sur la pêche et l'agriculture. Mais se trouve pieds aux poings liés par la décision de sa Cour de justice, qui a annulé, le 4 octobre 2024, lesdits accords, au prétexte que les habitants des provinces du Sud n'ont pas été consultés.

Comme si les représentants démocratiquement élus de ces derniers, dans les collectivités locales et au niveau des deux chambres du parlement, n'avaient pas leur mot à dire à ce sujet. Là encore, le Maroc peut se référer à Donald Trump, qui cherche à traiter avec les 27 pays membres de l'Ue séparément. Si l'Ue souffre de schizophrénie, il est toujours possible pour le royaume de négocier de nouveaux accords de pêche et agricoles directement avec les pays européens intéressés.

En attendant que l'Ue retrouve son couloir aérien vers Dakhla, le Maroc savoure ses 300 milliards de Dhs de recettes fiscales, qui dépassent de 10% ses prévisions, tout en étant conscient que la cherté de la vie décline sa classe moyenne.

La destination Maroc est restée, toutefois, abordable pour les 17,4 millions de touristes qu'il a accueilli en 2024, un record qui augure de meilleurs chiffres avec les grands événements sportifs programmés lors des prochaines années au royaume.

Le leadership marocain en Afrique est visible, pour les Etats-Unis, à plus de 6.757 kms (distance séparant Jacksonville Beach en Floride d'Agadir), mais semble plus difficile à percevoir, pour l'Ue, juste à 14 kms au Sud du détroit de Gibraltar.



SALAH BAINA
ENSEIGNANT CHERCHEUR /
EXPERT EN TRANSFORMATION DIGITALE ET IA



SCAN ME

ÉDITO EN VIDÉO

@lodjmaroc      

Rabat-Nouakchott ne passe pas par Alger

Par Ahmed Naji

Nouakchott a fini par franchir le pas et se place sur l'axe atlantique tracé par Rabat. La Mauritanie déverrouille le Sahel, ce qui verrouille, par conséquent, l'isolement régional de l'Algérie.

Dans le communiqué du Cabinet royal rapportant la réception accordée par le Roi Mohammed VI au président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, le 20 décembre, un passage attire particulièrement l'attention.

Il y est question de la « détermination » exprimée par les deux parties, marocaine et mauritanienne, « à développer des projets stratégiques pour la liaison entre les deux pays voisins, et à coordonner leurs contributions dans le cadre des Initiatives Royales en Afrique, particulièrement le gazoduc Africain-Atlantique et l'Initiative visant à favoriser l'accès des Etats du Sahel à l'Océan Atlantique ».

Un simple coup d'œil sur la carte du Nord et de l'Ouest du continent laisse voir la place stratégique qu'occupe la Mauritanie aussi bien sur le chemin du futur gazoduc Nigéria-Maroc que celui du désenclavement Sahel vers l'Atlantique, deux initiatives royales géopolitiquement structurantes.

Une agréable surprise

Il faut d'abord préciser que cette rencontre entre SM le Roi et le président de la Mauritanie a surpris tous les observateurs de la scène maghrébine.

Le chef de l'Etat mauritanien est a quitté Nouakchott, dans la soirée du 18 décembre pour une visite privée à Rabat, où son épouse, Mariem Mint Dah, a subi une opération chirurgicale. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani venait de recevoir, le 9 décembre, le président algérien, Abdelmajid Tebboune, qui s'est rendu à Nouakchott pour participer à la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité (!).



C'était la première visite d'un chef d'Etat algérien en Mauritanie depuis 37 ans.

Le président mauritanien a dû souffrir d'entendre parler une énième fois de l'axe routier Tindouf-Zouerate, actuellement un enfer de sable à traverser pour les camionneurs, agrémenté d'un poste frontalier maintes fois inauguré.

Parallèlement, les relations entre Rabat et Nouakchott donnaient, ces derniers temps, l'impression d'une certaine tiédeur.

Le choix de la raison : De toute évidence, les informations sur des situations conjoncturelles, telles que la hausse décidée par Nouakchott de hausser les droits de douane sur les fruits et légumes marocains et la ligne maritime devant relier directement Agadir à Dakar, contournant ainsi la voie terrestre traversant la Mauritanie, ont eu un effet « écran de fumée ».



La diplomatie marocaine travaille à sa manière, loin des projecteurs, et dans une perspective plus stratégique, s'inscrivant dans le long terme.

Le choix de positionnement de Nouakchott pour un partenariat stratégique avec Rabat est décisif pour une reconfiguration géopolitique de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, tout en étant fatal pour les ambitions d'hégémonie régionale d'Alger.

Entre le projet de coprosperité africaine porté par le Maroc et l'absence de tout projet porteur de développement partagé par l'Algérie, si ce n'est la hantise du Maroc, qu'elle



cherche à isoler par tous les moyens, la Mauritanie a tranché au mieux de ses intérêts. L'échiquier africain

Rabat fait d'une pierre, deux coups. D'abord, l'adhésion de la Mauritanie aux deux initiatives royales, gazoduc Nigéria-Maroc et Initiative de désenclavement du Sahel, vaut reconnaissance, de facto de la marocanité du Sahara.

Un retrait de la reconnaissance de la pseudo-république sahraouie par Nouakchott devient plus probable, la neutralité n'étant plus une option dans le cadre de l'adhésion aux initiatives suscitées.

Ensuite, l'Initiative visant à favoriser l'accès des Etats du Sahel à l'Océan Atlantique devient enfin réalisable. La Mauritanie était le chaînon manquant pour ce faire.

Il va de soi que la rencontre entre le Roi du Maroc et le président de la Mauritanie n'a pas manqué de susciter l'attention de l'Alliance des Etats du Sahel, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui voient bien que l'initiative royale de leur permettre d'accéder à l'océan atlantique est sérieusement promue par Rabat.

DeepSeek : Spoutnik numérique ou simple feu de paille ?

Par Mohamed Ait Bellahcen

Un séisme. Voilà ce qu'a provoqué DeepSeek, cette start-up chinoise à l'allure modeste, en dévoilant un modèle d'intelligence artificielle qui semble avoir été conçu pour renverser l'échiquier technologique mondial. En quelques jours, les marchés financiers ont tremblé, les géants de la Silicon Valley ont vacillé, et un parfum de guerre froide numérique s'est installé dans l'air. Mais derrière les chiffres et les algorithmes, DeepSeek pose une question essentielle : que reste-t-il à ceux qui croyaient détenir le monopole de l'innovation quand un outsider fait mieux, pour beaucoup moins ?

L'IA qui murmure à l'oreille des titans
DeepSeek, avec son logo en forme de baleine bleue, n'a pas seulement conquis l'App Store, elle a conquis les esprits. En

utilisant des puces électroniques modestes et une architecture open source, l'entreprise a démontré qu'il est possible de rivaliser avec des mastodontes comme Nvidia et OpenAI sans dépenser des milliards. À peine cinq millions de dollars ont suffi pour entraîner leur modèle d'IA conversationnel, surpassant même ses rivaux américains dans des domaines aussi complexes que les mathématiques avancées. Une véritable gifle pour les géants qui ont investi des fortunes dans des infrastructures démesurées. La réaction des marchés ne s'est pas fait attendre. À Wall Street, Nvidia a plongé de 13 % en une journée, effaçant près de 589 milliards de dollars de capitalisation boursière. À Tokyo, les fabricants de semi-conducteurs ont connu des baisses similaires.





Ce n'est pas seulement l'innovation de DeepSeek qui inquiète, mais ce qu'elle symbolise : la capacité de la Chine à contourner les restrictions américaines tout en redéfinissant les règles du jeu technologique.

Washington, qui pensait avoir verrouillé l'accès des entreprises chinoises aux technologies de pointe, se retrouve face à une réalité plus complexe. Les Chinois viennent de prouver qu'ils peuvent faire mieux avec moins.

Mais tout n'est pas rose dans l'univers de DeepSeek. Comme toutes les IA développées en Chine, elle porte en elle les biais de ses créateurs. Impossible de lui poser des questions sur Xi Jinping ou sur les droits humains au Xinjiang sans obtenir des réponses dignes des communiqués officiels de Pékin.

Cette censure intégrée rappelle que la technologie, aussi puissante soit-elle, reste un outil façonné par des intérêts politiques. DeepSeek n'est pas seulement une

prouesse technique, c'est aussi un instrument de soft power.

Marc Andreessen, investisseur influent et proche de l'administration américaine, a comparé DeepSeek à Spoutnik, le satellite soviétique qui avait déclenché la course à l'espace en pleine guerre froide.

Une analogie troublante, car si Spoutnik avait marqué le début d'une compétition acharnée entre les deux blocs, il avait aussi annoncé la fin de l'Union soviétique. DeepSeek pourrait-elle être le prélude à une nouvelle redistribution des cartes, où la Chine prendrait l'ascendant technologique sur le reste du monde ? Bien malin celui qui pourrait prédire l'issue de cette bataille.

Le poisson marocain à la sauce russe et chinoise

Les Européens ne voient pas d'un bon œil l'appétit grandissant des Russes et des Chinois pour le poisson marocain. Le magazine français « Jeune Afrique » en a récemment fait état, aussitôt repris par des médias marocains.

L'approche éditoriale de ce sujet par les médias nationaux reflète une réelle volonté de voir l'Union européenne adopter une position cohérente concernant la marocanité des provinces du Sud du royaume. Voir les chalutiers chinois remplacer ceux européens n'est pas l'ambition première affichée.

Les Marocains, décideurs politiques comme simples citoyens, restent, jusqu'à présent, stupéfaits par la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue), en date du 4 octobre, portant annulation des accords de pêche entre le Maroc et l'Ue. Le motif avancé serait la conclusion dudit accord « sans le consentement du peuple du Sahara occidental ». Un étrange déni des choix exprimés par les habitants des provinces du Sud à travers leurs représentants démocratiquement élus et ce depuis plusieurs décennies.

Mais c'est surtout la contradiction entre l'allongement continu de la liste des pays membres de l'Ue soutenant la proposition d'autonomie des provinces du Sud sous souveraineté marocaine et l'arrêt de la Cjue que les Marocains peinent à comprendre. Quand Paris rejoint Madrid et Berlin pour dire que le Sahara est marocain, Luxembourg, siège de la Cjue, trouve le moyen d'aller à contre-courant.

Même si Bruxelles, siège de l'Ue, a vite réagi, à travers la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Haut représentant de l'Ue, Josep Borrell, en affirmant que « les accords conclus doivent être respectés », cette dissonance dans les prises de position des différentes institutions de l'Ue intrigue à Rabat. Comme la nature a horreur du vide, la semaine dernière, l'Agence fédérale de la pêche de Russie a distribué des quotas de pêche de pélagiques dans les eaux territoriales marocaines à des entreprises russes.

En même temps, la Chine frappe à la porte d'entrée pour renforcer sa flotte de pêche au Maroc. Un accord entre Rabat et Pékin a été conclu, en juillet 2023, pour renforcer leur coopération, entre autres dans le domaine de la pêche maritime.

Il y a des questions à se poser sur la vision géopolitique qui guide la politique de l'Ue au Sud de la Méditerranée occidentale, qui semble tiraillée entre dogmatisme idéologique et acceptation des réalités.



Le prisme à travers lequel le Maroc déploie ses relations extérieures, sa souveraineté sur ses provinces du Sud

L'argument de l'indépendance de la Cjue sonne creux quand celle-ci accorde foi aux propos d'une milice accusée de liens avec les groupes terroristes sévissant au Sahel, coupable avérée de détournements des aides humanitaires et refusant tout recensement des habitants des camps de Tindouf, en Algérie, un pays qui ne cache pas son hostilité envers le Maroc.

Sur son flanc Sud, l'Ue paraît avoir perdu son cap, errant au gré des différents groupes de pression qui hantent les couloirs de ses institutions.



Par Ahmed Naji

La régionalisation avancée : un chantier stratégique entre défis et opportunités

Rabat, un réflexe jacobin qui freine à la régionalisation avancée ?
Régionalisation avancée : un projet ambitieux, des élites à la hauteur ?

Dans son discours adressé à la deuxième conférence nationale sur la régionalisation, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a exhorté à accélérer la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Ce projet, essentiel pour le développement global du Maroc, nécessite l'engagement de tous les acteurs dans un esprit de progressivité et de clarté quant aux compétences déléguées.

En pointant sept défis majeurs, le Souverain a tracé une feuille de route claire pour garantir le succès de cette réforme ambitieuse.

Sept défis stratégiques à relever :

1-Effectivité du Pacte national de déconcentration administrative : Le Roi a insisté sur l'implication réelle des ministères, notamment dans les domaines prioritaires tels que l'investissement. Une déconcentration réussie permettra une meilleure coordination entre l'État et les régions.

2-Clarification et activation des compétences des conseils élus : Ces derniers doivent jouer un rôle moteur dans le développement économique et social à travers une coordination efficace entre les collectivités territoriales et les départements ministériels.

3-Renforcement de la démocratie participative : Il s'agit d'inclure activement les citoyens et la société civile dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Cette approche participative est essentielle pour renforcer la transparence et l'adhésion populaire.

4-Lien entre responsabilité et reddition des comptes : La lutte contre la corruption et le renforcement des institutions de contrôle et de transparence doivent être au cœur des réformes pour restaurer la confiance des citoyens envers les institutions.

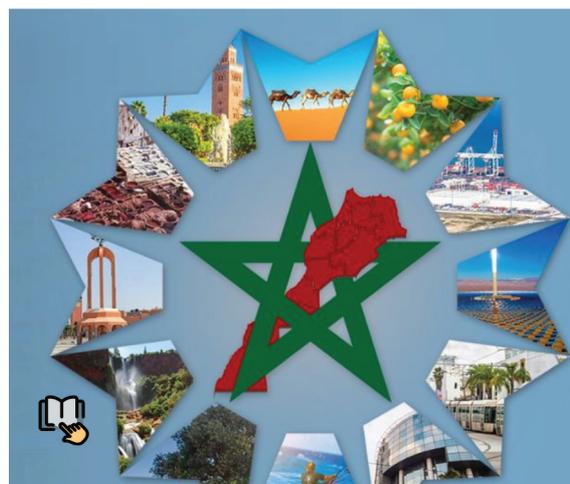
5-Attractivité territoriale et développement durable : Améliorer l'attractivité des régions est crucial pour attirer des investissements productifs, stimuler la croissance économique, créer des emplois et valoriser les richesses naturelles et culturelles.

6-Innovation dans les mécanismes de financement : Les régions doivent trouver des solutions financières novatrices pour alléger la pression budgétaire tout en diversifiant les sources de financement.

7-Résilience face aux crises : Qu'elles soient naturelles, économiques ou environnementales, les régions doivent développer leur capacité à s'adapter et à surmonter les défis liés aux transformations globales.

Le rôle central des élites responsables

Au-delà des stratégies et des plans, le succès de la régionalisation avancée repose sur un élément fondamental : la qualité des élites impliquées dans sa mise en œuvre.



Rabat, un réflexe jacobin qui freine à la régionalisation avancée ?

Le discours royal est une interpellation directe aux responsables administratifs, politiques, économiques et sociaux, les appelant à un engagement sincère et pragmatique. Cependant, plusieurs interrogations persistent :

Les partis politiques investiront-ils dans la formation et le suivi des élus pour qu'ils servent réellement les intérêts du pays et non des ambitions électoralistes ?

L'État et les collectivités territoriales réussiront-ils à sélectionner et encadrer les meilleurs talents administratifs pour garantir l'efficacité des institutions ?

Les élites économiques répondront-elles à l'appui de l'État par des investissements créateurs de richesse et d'emplois ?

Les élites scientifiques et civiles joueront-elles un rôle actif dans l'évaluation ?



Par Adnane Benchakroun

Le débat des compétences constitutionnelles parlementaires

Par Mamoune Acharki

Le débat parlementaire marocain a récemment été marqué par une vive polémique concernant le respect des compétences constitutionnelles. Lors d'une session mensuelle de questions au gouvernement, tenue ce lundi, deux députés, représentant des partis d'opposition, ont été accusés de "violation de la Constitution" pour avoir abordé des sujets jugés hors du cadre des prérogatives du Parlement. Cette affaire a été portée devant la Commission d'éthique de la Chambre des représentants pour évaluation et prise de mesures éventuelles.

Tout a commencé lorsque Rachid Talbi Alami, président de la Chambre des représentants, a interrompu les interventions de deux députés, à savoir Rim Chabat du parti JFD (Jabhat Al Quwa Al Dimocratia) et Mustapha Ibrahim, membre du Parti de la Justice et du Développement (PJD). La députée Rim Chabat avait critiqué l'état des transports publics à Fès, notamment les bus urbains, qu'elle a qualifiés de « ferraille roulante ». Elle s'est interrogée avec sarcasme : « Avec ces bus vétustes, allons-nous accueillir les touristes ? ».

Ses propos visaient à dénoncer l'impact de cette situation sur l'image de la ville et, par extension, sur la politique touristique nationale.

Cependant, le président de la Chambre a rappelé que le transport urbain relève des compétences des collectivités territoriales, conformément aux articles 131 et 141 de la Constitution marocaine.

Il a estimé que cette intervention constituait une transgression des prérogatives parlementaires, qui ne doivent pas empiéter sur celles des institutions locales.

De son côté, Mustapha Ibrahim a également été critiqué pour avoir présenté un inventaire des lois et décrets publiés dans le Bulletin officiel sous le mandat précédent, en réponse aux déclarations du chef du gouvernement actuel, Aziz Akhannouch. Ce dernier avait affirmé que son gouvernement avait dû repartir sur des bases limitées en matière de protection sociale. Ibrahim a réfuté ces propos en listant les réalisations législatives antérieures, ce qui a été perçu comme une déviation du thème principal de la session parlementaire, consacré aux grandes orientations de la politique touristique.



Cette controverse soulève des questions fondamentales sur le respect des compétences définies par la Constitution. Les articles 131 et 141 établissent clairement la répartition des responsabilités entre les différents niveaux de gouvernance, notamment entre l'État central et les collectivités territoriales. En intervenant sur des sujets relevant de ces dernières, les députés risquent de brouiller les frontières institutionnelles et de compromettre le fonctionnement harmonieux des institutions démocratiques.

Pour Rachid Talbi Alami, il s'agit avant tout de préserver la crédibilité et la discipline de l'institution parlementaire. « Personne, ni au gouvernement ni au Parlement, n'a le droit d'interférer dans la gestion des affaires locales », a-t-il déclaré, soulignant l'importance de respecter les règles constitutionnelles.

Cet incident reflète un climat tendu entre le gouvernement et l'opposition. Alors que le gouvernement d'Aziz Akhannouch fait face à des critiques croissantes sur des dossiers clés comme la protection sociale ou le développement touristique, l'opposition cherche à mettre en lumière ce qu'elle considère comme des lacunes dans la gestion actuelle. Cependant, de telles confrontations risquent d'alimenter une perception négative de la classe politique auprès de l'opinion publique, qui pourrait y voir une perte de temps sur des débats procéduraux au détriment des enjeux de fond.

Par ailleurs, les critiques formulées par Rim Chabat sur l'état des transports publics à Fès mettent en lumière un problème réel qui affecte directement la qualité de vie des citoyens. Si la question dépasse



Une controverse parlementaire autour des compétences constitutionnelles au Maroc

les prérogatives du Parlement, elle reste néanmoins un sujet crucial pour les habitants de la ville, notamment dans un contexte où le tourisme est un secteur clé de l'économie locale.

Ce débat n'est pas sans rappeler des cas similaires survenus dans d'autres démocraties. Par exemple, en France, les élus locaux et nationaux doivent également naviguer entre des compétences clairement délimitées. Des conflits surviennent parfois lorsque des députés tentent de s'immiscer dans la gestion des affaires municipales. Ces situations mettent en évidence l'importance de mécanismes institutionnels solides pour éviter les chevauchements de responsabilités.

Cet incident parlementaire met en lumière la nécessité d'un équilibre entre discipline institutionnelle et liberté d'expression des élus. Si le respect des compétences constitutionnelles est essentiel pour garantir la stabilité et l'efficacité du système démocratique, il est tout aussi crucial de ne pas occulter les préoccupations réelles des citoyens. À court terme, cette affaire pourrait renforcer le rôle de la Commission d'éthique comme gardienne des bonnes pratiques parlementaires. À long terme, elle pose la question d'une meilleure coordination entre les différents niveaux de gouvernance pour répondre aux besoins des citoyens sans compromettre les principes constitutionnels.



Edito

Santé & Bien-être

Il y a moins d'un siècle, l'homme avait le droit d'enfermer sa femme dans un asile psychiatrique

Par Dr Anwar Cherkaoui

Il y a moins d'un siècle, un homme pouvait faire enfermer sa femme dans un asile psychiatrique sous prétexte d'"hystérie" ou de "folie", souvent sans aucune justification médicale valable. Ce pouvoir discrétionnaire, inscrit dans les lois et les pratiques sociales de l'époque, traduisait une domination patriarcale qui réduisait les femmes à un état de dépendance permanente.

Toute contestation de l'ordre établi ou refus de se conformer au rôle traditionnel dévolu aux épouses pouvait conduire à une psychiatisation abusive. Dans de nombreuses sociétés, la femme n'avait aucun contrôle sur sa propre santé mentale.

Elle ne pouvait consulter un psychiatre ou accéder à un traitement sans le consentement de son mari ou d'un tuteur masculin.

Ce droit marital renforçait un système dans lequel les femmes étaient perçues comme des mineures incapables de prendre des décisions éclairées.

Au XXe siècle, les luttes féministes ont permis de remettre en question ces pratiques.

Des réformes législatives ont été introduites pour garantir aux femmes le droit de prendre des décisions médicales sans autorisation masculine, et la psychiatrie a progressivement adopté une approche plus scientifique, débarrassée de ses biais genrés.

Cependant, cette sombre période de l'histoire médicale rappelle que la médecine, comme toute institution humaine, peut être un instrument de domination si elle n'est pas ancrée dans l'égalité et le respect des droits humains.

Si des progrès indéniables ont été réalisés, des inégalités persistent dans certaines régions du monde, où les femmes continuent de faire face à des obstacles juridiques, sociaux et culturels.

La lutte pour une médecine véritablement égalitaire reste un impératif.

La dignité et l'autonomie de chaque individu, indépendamment de son sexe, doivent être des valeurs fondamentales dans l'accès aux soins.



Le contrôle allait jusqu'à permettre à certains hommes d'utiliser la psychiatrie comme un outil pour réduire au silence des épouses jugées rebelles, sous couvert de diagnostics tels que l'hystérie, une condition souvent attribuée à la biologie féminine et teintée de stéréotypes sexistes.

Ces abus avaient des conséquences dramatiques. L'accès aux soins était largement compromis pour celles dont les troubles étaient minimisés ou ignorés par leurs maris.

À l'inverse, de nombreuses femmes étaient internées arbitrairement, parfois simplement parce qu'elles refusaient de se soumettre à des normes sociales oppressives.

La stigmatisation des troubles mentaux, alors considérés comme une faiblesse spécifiquement féminine, renforçait l'isolement de ces patientes et décourageait celles qui auraient pu chercher de l'aide.



MOHAMED OUMRI
EXPERT EN MODÉLISATION NUMÉRIQUE, INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE ET BIG DATA



SCAN ME

ÉDITO EN VIDÉO

@lodjmaroc      



Le coût mortel de la cigarette au Maroc dévoilé

Le tabac fait des ravages : 8% des décès au Maroc

Le Maroc fait face à une crise sanitaire majeure liée au tabagisme, comme l'a souligné récemment le ministre de la Santé, Amine Tahraoui, lors d'une intervention cruciale à la Chambre des représentants.

Les chiffres sont alarmants : 8% des décès dans le royaume sont directement imputables au tabac, plaçant cette addiction parmi les principales causes de mortalité évitable dans le pays.



Des mains douces tout l'hiver : les remèdes naturels à adopter

Le froid, l'utilisation excessive de gel hydroalcoolique, les lavages fréquents à l'eau chaude ou encore les tâches ménagères sans gants sont autant de facteurs qui assèchent et abîment la peau. Ces agressions extérieures fragilisent l'épiderme, provoquent des gerçures, et rendent parfois les crèmes hydratantes classiques inefficaces. Heureusement, des solutions naturelles existent pour réparer et protéger vos mains.



Le concept repose sur la présence de cellules de sodium naturellement présentes dans notre bouche

Une révolution au CES 2025 : La cuillère qui Sale Sans Sel

Le CES 2025 à Las Vegas a une fois de plus démontré son rôle de vitrine mondiale pour les innovations technologiques les plus audacieuses. Parmi les gadgets qui ont marqué cette édition, la cuillère connectée Kirin, capable de saler les aliments sans ajout de sel, s'est imposée comme une véritable révolution pour les personnes souffrant d'hypertension et autres pathologies liées à une consommation excessive de sodium.

À l'origine de cette invention se trouve une entreprise japonaise qui a su transformer une réaction physique bien connue – la conduction électrique – en une solution culinaire innovante. En exploitant les propriétés de la salive, la cuillère Kirin parvient à donner l'illusion de salinité sans ajouter la moindre particule de sel aux aliments.

L'huile d'olive : le trésor méditerranéen au secours de vos mains

L'huile d'olive, riche en antioxydants et en acides gras, est une alliée précieuse contre la sécheresse cutanée.



Le thé vert

Des études récentes ont montré que la consommation régulière de thé vert pourrait ralentir la progression de ces lésions

Le thé vert : un allié prometteur pour préserver le cerveau des seniors

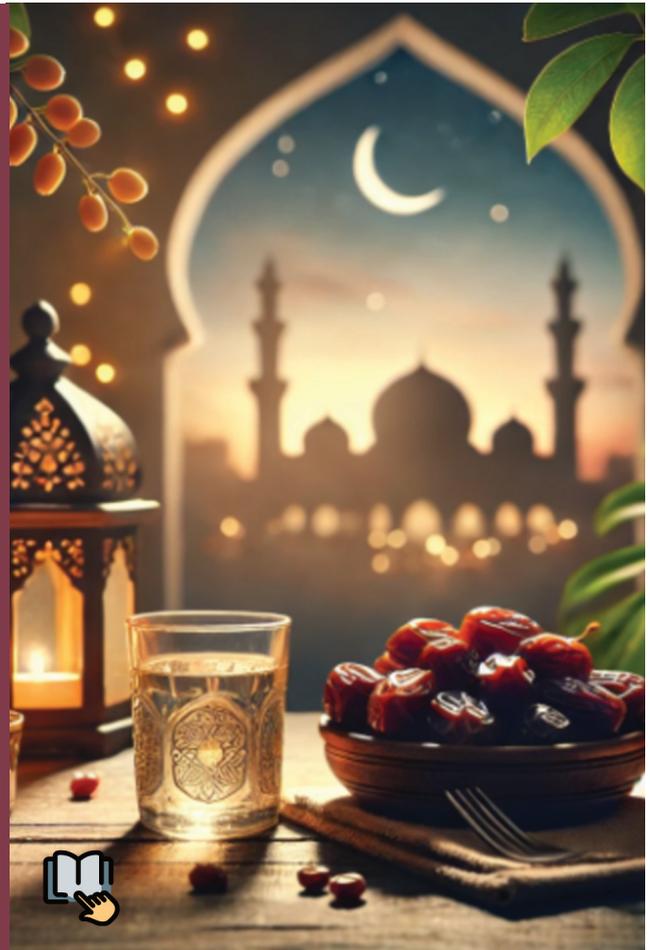
Le thé vert, célèbre pour ses nombreuses vertus, pourrait être une arme précieuse dans la lutte contre les troubles cognitifs liés à l'âge. Riche en antioxydants, cette boisson millénaire semble avoir un effet protecteur sur le cerveau, notamment en réduisant les lésions de la substance blanche chez les personnes âgées. Ces lésions, souvent associées au vieillissement, sont connues pour leur rôle dans l'apparition de troubles cognitifs tels que la démence ou les maladies neurodégénératives.

Au cœur des bienfaits du thé vert se trouvent les catéchines, un type d'antioxydants puissants. Ces composés, particulièrement abondants dans cette infusion, agissent en neutralisant les radicaux libres responsables du stress oxydatif. Ce dernier est un facteur clé du vieillissement cellulaire, où il contribue à la détérioration des neurones et des structures comme la substance blanche, essentielle à la transmission des informations nerveuses.

L'approche du Ramadan : comment préparer son corps pour le jeûne

Le mois sacré du Ramadan approche à grands pas, une période de jeûne, de prière et de méditation qui occupe une place centrale dans la vie de millions de musulmans à travers le monde. Le jeûne, en plus de sa dimension spirituelle, implique un changement majeur dans le rythme quotidien, notamment sur le plan alimentaire. Pour le vivre sereinement et en bonne santé, une préparation physique et mentale est essentielle. Le jeûne du Ramadan est l'un des cinq piliers de l'Islam et consiste à s'abstenir de manger, de boire, de fumer, ainsi que de toute action ou pensée nuisible, du lever au coucher du soleil. Pour les pratiquants, cela signifie non seulement une discipline spirituelle, mais aussi une adaptation de leur mode de vie, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le sommeil, et l'activité physique.

Ce changement peut perturber le métabolisme et affecter la performance physique si une préparation adéquate n'est pas mise en place. Les premiers jours du Ramadan peuvent être difficiles pour le corps, surtout si celui-ci n'est pas préparé au changement de régime alimentaire.



Préparer son corps pour le jeûne du Ramadan nécessite un équilibre entre l'alimentation, l'exercice physique, le sommeil et une préparation mentale

Prévenir le cancer du col de l'utérus : janvier, un mois pour agir

Par Nisrine Jaouadi

Campagne mondiale de sensibilisation

Ce mois-ci, le monde se mobilise pour sensibiliser au cancer du col de l'utérus, un mal évitable grâce à la prévention.

Chaque mois de janvier, une campagne mondiale de sensibilisation rappelle l'importance de la prévention et du dépistage du cancer du col de l'utérus.

Cette maladie, largement évitable, reste l'une des plus fréquentes chez les femmes dans le monde, avec des conséquences souvent dramatiques lorsqu'elle est diagnostiquée tardivement.

À travers des initiatives menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres acteurs de la santé, ce mois est une opportunité de promouvoir des gestes simples mais essentiels pour réduire le risque de cette pathologie.

Le cancer du col de l'utérus est presque exclusivement causé par une infection persistante au papillomavirus humain (HPV), un virus extrêmement répandu.

Pourtant, grâce aux avancées scientifiques, des outils de prévention efficaces sont aujourd'hui disponibles, rendant ce cancer hautement évitable.

Vaccination, dépistage et éducation à la santé féminine sont autant de leviers pour inverser la tendance et sauver des vies.

Comprendre le cancer du col de l'utérus

Le col de l'utérus, situé entre le vagin et l'utérus, joue un rôle crucial dans le corps féminin.

Il agit comme une barrière naturelle contre les infections grâce au mucus qu'il sécrète, tout en facilitant la reproduction et en soutenant la grossesse.

Toutefois, cette région est également vulnérable à certaines agressions, notamment les infections durables par des souches spécifiques de HPV, comme les HPV16 et HPV18.

Ces virus sont transmis principalement par contact sexuel et touchent une majorité de la population au moins une fois dans la vie.

Dans la plupart des cas, le système immunitaire élimine le virus naturellement en moins de deux ans.

Cependant, chez certaines personnes, l'infection persiste, ce qui peut entraîner des lésions précancéreuses et, si elles ne sont pas traitées, évoluer vers un cancer.

Ce processus peut durer plusieurs années, d'où l'importance de la prévention par le dépistage et la vaccination.



Le dépistage, quant à lui, reste essentiel pour détecter les anomalies avant qu'elles n'évoluent

Les symptômes, lorsqu'ils apparaissent, incluent des saignements inhabituels en dehors des règles ou après les rapports, des douleurs pelviennes, ou encore des pertes anormales.

Ces signes, bien que non spécifiques, doivent toujours inciter à consulter un professionnel de santé.

Prévention : des outils efficaces à disposition

La lutte contre le cancer du col de l'utérus repose sur deux piliers principaux : la vaccination contre le HPV et le dépistage régulier.



Cliquer sur l'image afin de lire l'intégralité de cet article

Entretien avec Sophia El Khensae Bentamy sur l'esprit de contradiction

Dans une époque marquée par des échanges souvent polarisés et des tensions croissantes dans la communication, l'esprit de contradiction s'impose comme un phénomène incontournable. Pourquoi aimons-nous parfois contredire ? Quels en sont les effets sur nos relations personnelles et professionnelles ? Et surtout, comment transformer cet esprit de contradiction en un outil constructif plutôt qu'en un frein à la communication ?

Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré Sophia El Khensae Bentamy, auteure et experte reconnue en développement personnel, spécialiste de la communication et observatrice avisée des dynamiques sociales. Elle partage ses réflexions, expériences et conseils pour mieux comprendre et apprivoiser cet esprit si présent dans nos interactions quotidiennes.

Question : Qu'est-ce que l'esprit de contradiction et pourquoi est-il si présent dans nos échanges ?

Sophia El Khensae Bentamy : L'esprit de contradiction est cette tendance à s'opposer systématiquement aux idées ou opinions des autres. Il peut surgir dans diverses situations, que ce soit en famille, au travail ou entre amis, et souvent de manière imprévisible, comme un grain de sable dans la mécanique bien huilée de nos conversations. Il peut naître d'un besoin d'affirmer son individualité, de tester les limites des autres ou

simplement du plaisir de contredire. Cependant, il peut aussi être énergivore et perturber la fluidité des dialogues.

Quels sont les impacts concrets de l'esprit de contradiction dans différents contextes ?

Sophia El Khensae Bentamy : Les conséquences varient selon les contextes. En famille, il peut transformer un dîner en un champ de bataille verbal où chacun campe sur ses positions, ce qui écorche parfois les liens familiaux. Au travail, il peut créer un climat tendu, étouffer la créativité et freiner l'avancée collective. En amitié, une contradiction constante peut transformer une relation en source de frustration et d'éloignement. Plus largement, dans la société, il nourrit les clivages et renforce les stéréotypes, compromettant le dialogue et la coopération.

Pourquoi certaines personnes

adoptent-elles cet esprit de contradiction ?

Sophia El Khensae Bentamy : Cela peut être dû à plusieurs raisons. Dans le cadre familial, c'est parfois une manière d'affirmer son individualité face à une figure d'autorité ou à des membres jugés trop conciliants. Au travail, cela peut venir d'une volonté de se démarquer ou d'une insatisfaction latente. En amitié, c'est parfois une façon de tester les limites ou de se différencier. Mais dans tous les cas, cet esprit est souvent inconscient et s'exprime sans intention malveillante, bien qu'il puisse provoquer des tensions.

Question : Comment peut-on canaliser cet esprit de contradiction pour préserver la qualité des échanges ?

Sophia El Khensae Bentamy : Il existe plusieurs pistes pour maîtriser cet esprit. D'abord, pratiquer l'écoute active pour mieux comprendre les arguments de l'autre.





Sécheresses et inondations au menu de l'horoscope climatique de 2025

Par Hafid Fassi Fihri

Le cycle de l'eau déraile tous azimuts et 2025 pourrait être l'année de tous les extrêmes avec Inondations, et sécheresses : !

L'eau a causé la majorité des catastrophes en 2024

L'eau a causé la majorité des catastrophes en 2024, mais pas seulement ! Après ce constat alarmant en 2024, à quoi s'attendre en 2025 ?

« Des risques accrus », précise un nouveau rapport de l'Université nationale australienne (ANU), « Une sécheresse plus sévère au sud de l'Afrique, en Amérique du Sud et dans une partie de l'Asie. Un temps encore trop humide au Sahel et en Europe, avec un risque élevé d'inondations ». Comme le rappelle l'un des auteurs du rapport, l'eau est notre ressource la plus importante, mais aussi notre plus grande menace.

L'année 2024 a été marquée par un profond désordre dans le cycle de l'eau, selon le rapport, enregistrant des températures records de chaleur, poussant le cycle mondial de l'eau vers de nouveaux extrêmes climatiques. L'année 2024 a été marquée par un profond désordre dans le cycle de l'eau, selon un nouveau rapport de l'Université nationale australienne (ANU), enregistrant des températures records de chaleur, poussant le cycle mondial de l'eau vers de nouveaux extrêmes climatiques.

De même, les mois avec un record de fortes précipitations sont 52 % plus fréquents que durant la même décennie de référence : les deux extrêmes s'accroissent très rapidement.

En 2025, de nouveaux extrêmes climatiques pour le cycle mondial de l'eau !

Les lacs et les réserves d'eau ont décliné pour la cinquième année consécutive, avec des niveaux affreusement bas, en particulier en Amérique du Sud. À l'inverse, l'Afrique a connu des niveaux records, exceptionnellement élevés !

Qu'il s'agisse d'inondations éclairs, d'inondations plus lentes, de sécheresses, de l'intensité des précipitations sous les cyclones ou de glissements de terrain, c'est l'eau qui a causé la majeure partie des catastrophes naturelles en 2024. Au cours de cette année 2024, les catastrophes liées à l'eau ont tué au moins 8 700 personnes, provoqué le déplacement de 40 millions de personnes et généré une perte économique d'au moins de 550 milliards de dollars

L'agriculture subit de plein fouet ce bouleversement lié à l'eau : l'une des pires catastrophes agricoles de 2024 est celle survenue au Bangladesh. Les pluies records lors de la mousson ont affecté 5,8 millions de personnes l'été dernier, et au moins un million de tonnes de riz a été détruit. Au sud de l'Afrique, la production de maïs a été divisée par deux. Les conséquences sont aussi importantes sur le secteur de l'énergie : en Amazonie, la sécheresse de 2024 a perturbé la production d'hydroélectricité.



Selon les calculs de l'Université nationale australienne, la température moyenne mondiale sur Terre (hors océans donc) dépasse de 2,2 °C celle de la période préindustrielle et de 1,2 °C celle du début du siècle, révèle le rapport Global Water Monitor.

S'il est bien connu que le réchauffement climatique augmente l'intensité des cyclones et aggrave les sécheresses, comme c'est le cas actuellement en Amazonie et dans le sud de l'Afrique, le phénomène a aussi d'autres conséquences : l'année 2024 a montré que la hausse globale des températures augmentait l'intensité des précipitations dans certaines zones, en Europe, en Asie et au Brésil notamment.

De plus, le réchauffement provoque un ralentissement du déplacement des tempêtes et cyclones, ce qui leur permet de déverser plus de pluies au même endroit

En 2024, les mois avec un record de faibles précipitations sont 38 % plus fréquents que durant la décennie 1995-2005.



MERCI À NOS CHRONIQUEURES INVITÉS





Conso & Environnement



De leur côté, les habitants demandent des mesures concrètes et rapides !

Casablanca face aux marchands ambulants

Dans le quartier Moulay Rachid à Casablanca, la colère des habitants est à son comble. Entre l'envahissement des rues par les charrettes, la prolifération des marchands ambulants et une insalubrité grandissante, le quotidien des résidents est devenu un véritable calvaire. Face à cette situation intenable, nombreux sont ceux qui envisagent de quitter le quartier pour retrouver un semblant de sérénité ailleurs.

Conscientes de l'urgence, les autorités locales ont mis sur pied un plan visant à construire des marchés modernes destinés à accueillir ces commerçants. Ce projet sera soumis à l'examen lors de la prochaine session ordinaire du conseil municipal, constituant ainsi une première étape vers une solution pérenne. Cependant, les obstacles restent de taille. Si l'État a pu allouer certains terrains pour ces infrastructures, l'expropriation de propriétés privées s'annonce bien plus délicate.

2e Sommet des médias sur les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes à Dakar

Les 13 et 14 février 2025, Dakar accueillera un événement d'envergure internationale : le 2e Sommet des médias sur les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes. Organisé par l'Union Africaine de Radiodiffusion (UAR), en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR) et la Radiotélévision Sénégalaise (RTS), ce sommet coïncide avec la célébration de la Journée internationale de la radio. Sous le thème « La radio au cœur des communautés : ensemble face au défi climatique », cet événement mettra en lumière le rôle crucial de ce média dans la sensibilisation et l'éducation des populations face aux enjeux climatiques. Ce rendez-vous réunira un panel diversifié d'acteurs : journalistes, climatologues, décideurs politiques et membres de la société civile. Ensemble, ils exploreront les moyens d'optimiser l'utilisation de la radio comme outil de mobilisation pour répondre aux défis environnementaux et prévenir les catastrophes naturelles.



Une mobilisation mondiale autour de la radio pour le climat



Conso & Environnement



Économie circulaire et gestion des déchets électroniques

L'industrie technologique, moteur de l'innovation mondiale, est également l'une des principales sources de déchets électroniques. Avec l'évolution rapide des technologies, des millions d'appareils deviennent obsolètes chaque année, générant des e-waste (déchets électroniques) qui posent des défis environnementaux et sanitaires majeurs.

L'intégration de l'économie circulaire dans la gestion de ces déchets offre une opportunité unique de transformer cette problématique en ressource. Cet article explore les pratiques et solutions pour prolonger la vie des équipements électroniques tout en minimisant leur impact écologique.

Réparation, réutilisation et recyclage : donner une seconde vie aux équipements électroniques

Prolonger le cycle de vie des équipements électroniques est une stratégie clé dans une économie circulaire.

Les Marocains accros au café malgré la flambée des prix

Les importations de café explosent au Maroc malgré une consommation par habitant modérée.

Au Maroc, le café continue de séduire les palais, malgré des hausses de prix significatives. En 2024, les importations de café ont atteint des sommets, avec 51.191 tonnes importées pour une valeur totale de 2,26 milliards de dirhams. Cette augmentation de 38 % en valeur par rapport à 2023 illustre un intérêt croissant pour ce breuvage, bien que la consommation par habitant reste stable.

Malgré une consommation par habitant estimée entre 800 et 900 grammes par an, les Marocains restent loin des habitudes de leurs voisins : 3 kg par habitant en Algérie et 1,5 kg en Tunisie. Cette stabilité relative contraste avec le bond des prix internationaux du café. En effet, le coût moyen d'un kilogramme importé est passé de 31,68 dirhams en 2023 à 43,78 dirhams en 2024, impactant directement le marché local.

Cette flambée des coûts a également touché les torréfacteurs, qui mélangent les deux principales variétés importées – le Robusta (85 %) et l'Arabica (15 %) – pour maîtriser leurs prix. Cette stratégie, bien que nécessaire, ne suffit pas toujours à compenser la hausse des tarifs.





Conso & Environnement

Solutions d'emballage durable : Smurfit Westrock inaugure un centre d'innovation de pointe au Maroc

Par Hafid Fassi Fihri

Smurfit Westrock, leader mondial de l'emballage durable, annonce avec fierté l'inauguration de son tout nouveau Centre d'Expérience à Rabat, le premier du genre sur le continent africain. itions énergétiques sur la scène internationale. Un engagement fort et des actions concrètes peuvent inspirer d'autres nations à suivre cette voie, créant ainsi un mouvement collectif vers un avenir plus durable.

Premier du genre sur le continent africain

Smurfit Westrock, leader mondial de l'emballage durable, a inauguré l'inauguration de son tout nouveau Centre d'Expérience à Rabat, le premier du genre sur le continent africain. Cet événement marquant souligne non seulement le leadership et l'expertise de l'entreprise en solutions d'emballage durable, mais réaffirme également son engagement à stimuler l'innovation dans l'industrie de l'emballage au Maroc. Cet événement marquant souligne non seulement le leadership et

l'expertise de l'entreprise en solutions d'emballage durable, mais réaffirme également son engagement à stimuler l'innovation dans l'industrie de l'emballage au Maroc.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de Ryad Mezzour, Ministre marocain de l'Industrie et du Commerce, James McIntyre, ambassadeur d'Irlande au Royaume du Maroc, ainsi que des dirigeants clés de Smurfit Westrock : Ignacio Sevillano, CEO de SmurfitWestrock Espagne, Portugal et Maroc ; Mounir Naciri, Président Directeur Général de SmurfitWestrock Maroc ; Arco Berkenbosch, Chief Innovation Officer Groupe ; et Jurgita Girzadiene, Sustainability & Better Planet Packaging Director du Groupe. Par ailleurs, l'entreprise a lancé une nouvelle ligne de production intégrant une technologie d'impression de haute qualité. Cet investissement qui dépasse les 50 millions de dirhams permettra d'augmenter de manière significative la capacité de production

pour répondre à une demande de marché en constante croissance. **Plus de 5 millions d'euros investis pour accroître la capacité de production**

Le nouveau Centre d'Expérience est doté d'outils de conception avancés et exclusifs exploitant le big data, l'analyse prédictive, l'intelligence artificielle, les expériences de réalité virtuelle, ainsi que les technologies d'emballage les plus récentes. Ignacio Sevillano a déclaré : « Ce Centre d'Expérience fait partie d'un réseau mondial de 30 centres interconnectés avec une équipe de plus de 1 600 designers à travers le monde. C'est une plateforme où nos clients peuvent découvrir des solutions uniques qui redéfinissent l'emballage, les aidant à améliorer leur valeur sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et à se différencier sur le marché. » Arco Berkenbosch a ajouté : « Le défi aujourd'hui n'est pas de générer des idées, mais de sélectionner et de se concentrer sur les bonnes.



RAIL & MOBILITY FORUM

CAP SUR L'ÉCONOMIE DE LA VITESSE

21 Février 2025

Rabat

GRANDE VITESSE
Un levier économique
stratégique !

Partenaire Gold



Partenaires Sliver



Partenaire Média



Organisé par





Casablanca : une alliance culturelle pour redéfinir l'urbanisme

Par Basma Berrada

Le lundi 27 janvier, un événement marquant s'est déroulé à Casablanca, capitale économique du Maroc. La Fondation nationale des musées (FNM), la Caisse de dépôt et de gestion (CDG) et l'Agence d'urbanisation et de développement d'Anfa (AUDA) ont signé deux conventions de partenariat ambitieuses.

Ces accords visent à intégrer la culture et les initiatives muséales au cœur des projets urbains, insufflant une nouvelle dynamique à la scène artistique de la métropole. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de redéfinir Casablanca comme un pôle culturel incontournable, tout en répondant aux enjeux économiques et sociaux.

Le projet Casa Anfa, pierre angulaire de cette collaboration, symbolise une vision novatrice de l'urbanisme. Ce programme structurant vise à créer un écosystème où espaces de vie, pôles économiques et lieux culturels coexistent harmonieusement. L'objectif est clair : démocratiser l'accès à l'art et à la culture pour tous les Marocains, notamment les jeunes générations. La FNM, fidèle à sa mission, s'engage ainsi à sensibiliser le public à l'importance des musées et à renforcer le lien entre patrimoine culturel et développement urbain.

L'un des projets phares de ce partenariat est la reconversion de l'ancienne aérogare d'Anfa en un musée dédié à la photographie. Ce futur espace culturel sera entièrement consacré à la célébration de l'art photographique sous toutes ses formes. En transformant ce lieu historique en un centre artistique moderne, Casablanca enrichira son offre culturelle tout en affirmant son rôle de destination artistique de premier plan. Ce musée viendra compléter une dynamique déjà en marche avec l'ouverture prochaine de la Villa Carl Ficke. Cet autre espace muséal mettra en lumière la mémoire de la ville ainsi que son patrimoine architectural et sculptural.

En positionnant la culture comme un levier essentiel du développement économique et social, ce partenariat entre la FNM, la CDG et l'AUDA reflète une ambition forte : faire de Casablanca une ville où innovation urbaine et richesse culturelle se renforcent mutuellement.

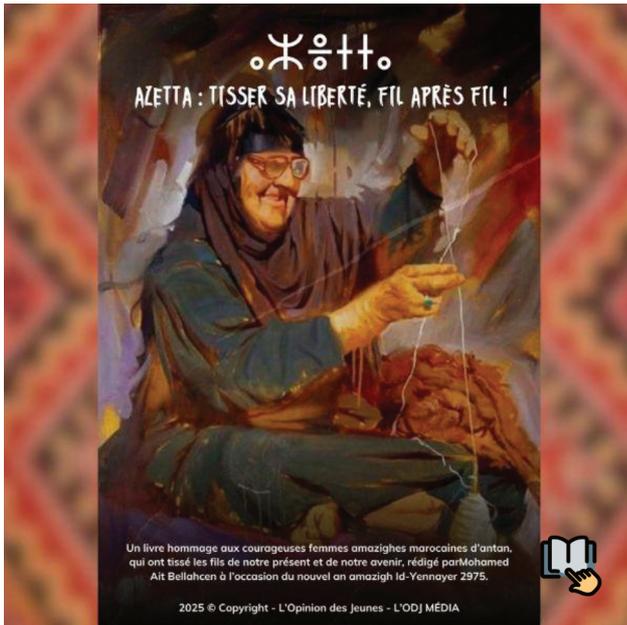
Ce projet illustre également une vision plus large pour le Maroc, où le patrimoine artistique devient un moteur de transformation sociale et territoriale.

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES





Parution du livre : Azetta, tisser sa liberté, fil après fil !

Un livre hommage aux braves femmes amazighes marocaines d'antan, qui ont tissé les fils de notre présent et de notre avenir à l'occasion du nouvel an amazigh Id-Yennayer 2975. **Ce livre Azetta : Tisser sa liberté, fil après fil** est un hommage aux femmes amazighes marocaines. L'auteur, Mohamed Ait Bellahcen, retrace leur histoire à travers des anecdotes personnelles, des récits historiques et des réflexions contemporaines, soulignant leur rôle central dans la société et la transmission de la culture amazighe. Il met en lumière leur résilience face à l'oppression et leur capacité à adapter les traditions à la modernité. Le tissage des tapis sert de métaphore à la vie et à la transmission de l'héritage culturel. Le livre célèbre la force et la sagesse des femmes amazighes.



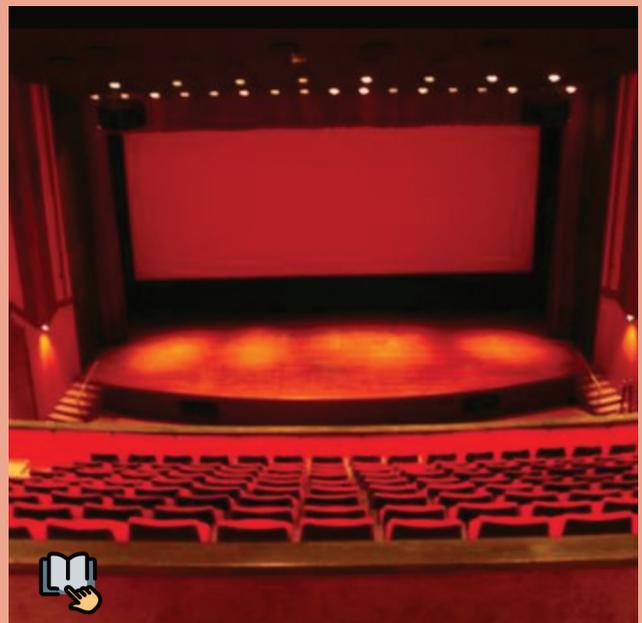
Le Maroc à l'honneur au Festival du théâtre arabe à Mascate

Du 9 au 15 janvier, Mascate, la capitale omanaise, devient le centre névralgique du théâtre arabe à l'occasion de la 15ème édition du Festival du théâtre arabe.

Cet événement prestigieux, organisé par l'Autorité arabe du théâtre en partenariat avec le ministère omanais de la Culture, des Sports et de la Jeunesse ainsi que l'Association Omanaise du Théâtre, rassemble cette année 15 pièces sélectionnées avec soin parmi 175 candidatures.

Au cœur de cette effervescence culturelle, le Maroc se distingue grâce à la participation de la troupe Anfass avec sa pièce « Hom » (Eux), une œuvre qui porte haut les couleurs du Royaume.

La pièce marocaine concourt dans la première catégorie pour le prix Cheikh Dr. Sultan bin Muhammad Al-Qasimi, une distinction convoitée qui célèbre l'excellence théâtrale dans le monde arabe. Ce prix, créé en hommage au gouverneur de Sharjah et président de l'Autorité arabe du théâtre, met en lumière des œuvres qui repoussent les limites de la créativité tout en s'ancrant dans des thématiques universelles et des réalités locales.





Chaïbia et CoBrA : l'exposition qui réinvente les codes de l'art moderne

Quand l'art transcende les frontières géographiques et culturelles, il donne naissance à des dialogues inattendus et captivants.

C'est précisément ce que propose le Musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain (MMVI) avec son exposition « Chaïbia/CoBrA : au croisement des libertés », ouverte jusqu'au 3 mars 2025.

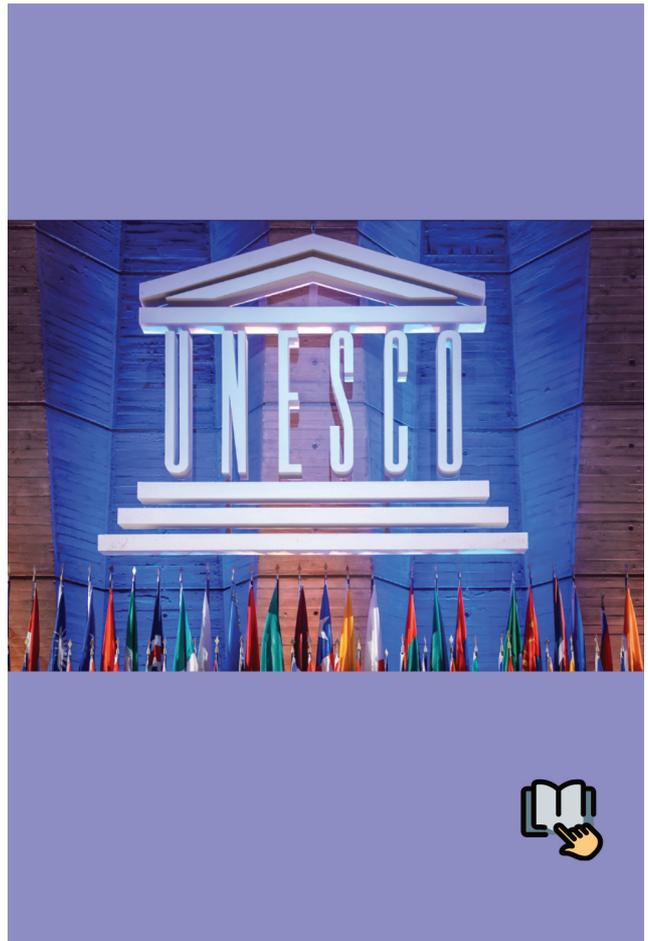
Ce rendez-vous artistique met en lumière deux univers aussi singuliers qu'audacieux : celui de Chaïbia Tallal, icône de l'art marocain, et celui du mouvement artistique européen CoBrA, né dans les années 1940. À travers cette exposition, le musée invite les visiteurs à explorer la manière dont ces deux visions ont redéfini les codes de l'art moderne tout en célébrant une liberté créative sans compromis.

Chaïbia Tallal, autodidacte et figure majeure de l'art brut marocain, a toujours fasciné par son approche instinctive de la peinture.

Le Maroc à l'honneur lors de la Journée mondiale de la culture africaine à Paris

La Maison de l'Unesco à Paris s'est transformée en un véritable temple de la culture africaine et afro-descendante, à l'occasion de la Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante (JMCA). Drapée des couleurs du « berceau de l'humanité », elle a accueilli une célébration festive et instructive, mettant en lumière la diversité et l'héritage ancestral du continent africain. Cet événement, instauré par l'Unesco en 2019, vise à promouvoir les valeurs, les traditions et les contributions culturelles des Africains et des Afro-descendants à travers le monde.

Le Maroc, acteur clé de cet événement, a brillé par une programmation riche et variée. De la musique traditionnelle aux délices culinaires, en passant par des débats captivants, le Royaume a démontré son attachement profond à ses racines africaines. L'ambassadeur délégué permanent du Maroc auprès de l'Unesco, Samir Addahre, a exprimé avec fierté l'engagement du pays dans cette initiative. « L'Afrique, c'est notre continent. Nous sommes profondément ancrés dans cette culture africaine », a-t-il déclaré. Selon lui, ces célébrations répondent à une « nouvelle réalité » marquée par un éveil de conscience porté par une jeunesse africaine en quête de reconnaissance et d'émancipation.



L'écho des demi-vérités murmurées

Sous les cieux du pouvoir, le murmure s'endort,
Quand l'éclat des discours dessine un calme accord.
Les mots semblent répondre, mais glissent dans le vent,
L'écho des vérités demeure intermittent.

Pour ceux qui aiment encore lire : Poème de Adnane Benchakroun

Sous les voûtes des ministères, où l'éclat s'étend,
Les voix se fondent dans un murmure apaisant.

Les maux, nombreux, trouvent refuge dans l'ombre,
Et la lumière des mots hésite ou se dénombre.

L'art de répondre s'enlace au soin d'apaiser,
Moins pour changer que pour l'équilibre préserver.

Les appels à la raison s'éteignent doucement,
Quand l'ordre s'impose au rythme des éléments.

Les chaînes sont dorées, mais restent bien présentes,
Les espoirs retenus en des formes latentes.

Quand la parole heurte la quiétude du jour,
Elle se polit pour trouver d'autres atours.

Résoudre ou différer, le choix reste subtil,
Dans le bal des équilibres, rien n'est futile.

L'apparence de calme cache des cœurs en quête,
Tandis que le temps file et les questions s'apprêtent.

Les promesses souvent apaisent sans combler,
Elles gardent l'horizon flou, sans trop l'effacer.

Et quand l'écho s'élève, il trouve des limites,
Des murs édifiés où les tensions s'invitent.

Mais l'espoir, malgré tout, persiste dans les cœurs,
À chaque étape il rêve d'un souffle prometteur.

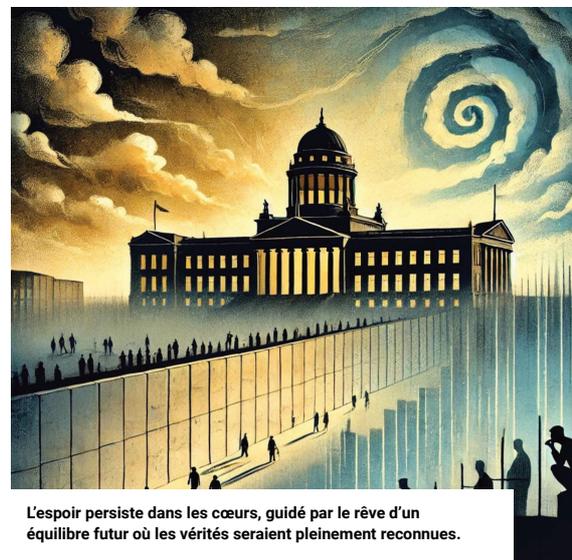
Un jour viendra peut-être où l'harmonie naîtra,
D'un équilibre clair où chacun s'y verra.



Découvrir la playlist musicale 2025 du poète en cliquant sur l'image

Ce poème explore la manière dont les sphères du pouvoir gèrent les tensions et les vérités au sein de la société.

Sous une apparente quiétude, les problèmes sont souvent dissimulés ou adoucis par des discours, plus pour préserver un fragile équilibre que pour apporter des solutions durables. Les voix contestataires, bien que parfois entendues, se heurtent à des limites subtiles, où les réponses visent davantage à apaiser qu'à transformer en profondeur. Les promesses, bien qu'alléchantes, restent souvent incomplètes, laissant les aspirations en suspens. À travers des images poétiques et un ton mesuré, le texte invite à une réflexion réaliste et nuancée sur la complexité des dynamiques politiques et sociales, où silence et dialogue s'entrelacent constamment.



L'espoir persiste dans les cœurs, guidé par le rêve d'un équilibre futur où les vérités seraient pleinement reconnues.

Foudroyés par un ennemi prévisible

Par Anwar Cherkaoui

Une pièce de théâtre en trois actes, inspirée d'un vécu réel, vrai, fréquent, prévisible et évitable

Chapitre I : L'homme chez le Boucher

C'était un matin ordinaire dans la petite boucherie de quartier, où le parfum de la viande et des herbes fraîches enveloppait les lieux.

Driss Benhalima, un homme paisible de 64 ans, approchait doucement de ses 65 ans. La retraite n'était plus qu'une formalité, une transition qu'il envisageait avec sérénité. Debout au comptoir, il observait le boucher affûter son couteau d'un geste précis.

Une envie simple l'animait : un bon steak tendre, bien saignant. Mais alors qu'il savourait déjà l'idée de ce repas, tout bascula.

Une douleur inconnue, invisible, s'abattit sur lui avec la force d'un éclair. Les visages autour de lui devinrent fous, les bruits distants.

Chapitre II : Le grand-père joyeux

A des kilomètres de là, une famille rieuse s'était réunie pour fêter un anniversaire.

C'était un moment doux, marqué par la chaleur des retrouvailles et le tintement des verres de thé, de limonade et de jus.

Salah El Mansouri, patriarche respecté, célébrait ses 75 ans.

Ses filles avaient préparé un festin, et ses petits-enfants, avec l'enthousiasme de leur jeunesse, riaient aux éclats autour de lui.

Assis au bout de la table, Salah savourait ce bonheur simple, un thé brûlant entre les mains.

Mais soudain, l'atmosphère se figea. Son visage, auparavant animé par un sourire tendre, perdit toute expression. Ses lèvres, qu'il commandait avec la fluidité d'un homme d'esprit, restèrent closes. – Papa, ça va ? demanda l'une de ses filles en remarquant son regard égaré.

Salah tenta de répondre, mais ses mots ne sortirent pas.

Sa main trembla légèrement, et son verre glissa, s'écrasant au sol.

Les rires s'éteignirent immédiatement, remplacés par une panique muette.

Les enfants s'écartèrent, laissant place aux adultes qui appelaient déjà les secours.

Chapitre III : Le diagnostic fatal

Dans les deux cas, le verdict médical tomba avec une précision glaçante : accident vasculaire cérébral (AVC).

Mais pourquoi ? Se demandèrent les proches, rongés par l'incompréhension.

Driss et Salah, deux hommes sans histoires, paisibles, apparemment en bonne santé, avaient été frappés par cette attaque invisible et dévastatrice.

Était-ce une conspiration silencieuse des années qui passent ? Une accumulation de facteurs imperceptibles – peut-être un cœur fatigué, des artères obstruées par le temps ou une tension artérielle restée ignorée ? Pourtant, au-delà de l'effroi, une leçon se dessine.

Ces ombres silencieuses, ces crises foudroyantes, rappellent l'urgence de comprendre les signaux de notre propre corps, de déchiffrer les indices avant qu'il ne soit trop tard.

Il y a des signes précurseurs de l'accident vasculaire cérébral. Il faut les connaître, les guetter et surtout en connaître les causes pour éviter l'irréparable.





Ahmed Naji

En avant... Trump !

A peine (ré)installé au bureau ovale, le 47ème président des Etats-Unis, Donald Trump, a signé pas moins de 200 mesures exécutives.

L'on peut apprécier ou pas le personnage, mais de quelques coups de plume, Trump a réorienté la politique de son pays et rebattu les cartes géopolitiques au Moyen-Orient.

Avant même de prêter serment, Trump avait déjà réussi à faire pression sur le gouvernement israélien pour accepter un cessez-le-feu avec le Hamas palestinien dans la bande de Gaza. L'extrême droite sioniste religieuse n'est pas prête de s'en remettre.

Le Mossad israélien était, toutefois, conscient que la partie ne pouvait plus durer. Ni l'armée, ni l'économie, ni la société israélienne, encore moins l'opinion publique internationale, ne pouvaient supporter que perdure cette guerre, qui en était à son 15ème mois. Contrairement aux espoirs de l'administration Biden et des stratèges israéliens, la chute du régime de Bachar Al Assad, en Syrie, n'a pas amélioré la situation sécuritaire d'Israël mais l'a, au contraire, aggravée.

La route d'approvisionnement du Hezbollah libanais a bel et bien été coupée et le nouveau pouvoir islamiste à Damas a clairement affiché sa volonté d'apaisement avec Israël.

Mais à la place de l'Iran, c'est la Turquie qui a étendu



son influence en Syrie. Et les ambitions néo-ottomanes du président turc, Tayyip Erdogan, donnent des cauchemars à Tel-Aviv et dans plusieurs capitales occidentales.

En fin de compte, Donald Trump n'a fait que stopper la fuite en avant des dirigeants israéliens, grisés par des victoires militaires de portée purement tactique, qui les ont empêchés de voir leur cinglante défaite politique.

L'on prend, cependant, conscience des limites des capacités de pression de la nouvelle administration Trump dans le conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Le 22 janvier, Trump poste un message sur le réseau Truth-Social qui ne manque pas de culot : « Je ne cherche pas à faire du mal à la Russie...Je vais rendre un grand SERVICE à la Russie, dont l'économie est en déclin...Si nous ne parvenons pas à un « accord », je n'aurai d'autre choix que d'imposer des niveaux élevés de taxes, de tarifs et de sanctions sur tout ce qui sera vendu par la Russie aux États-Unis ».

Le PIB de la Russie a enregistré, en 2023 et 2024, une plus forte croissance que ceux des Etats-Unis et de l'Union européenne. Par ailleurs, le principal produit d'exportation russe aux Etats-Unis est l'uranium enrichi, nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires américaines.

Alors, à moins que Trump n'ait envie de voir les prix de l'énergie s'envoler aux Etats-Unis...

Trump essaye déjà de donner de la voix pour amener l'Arabie saoudite à pomper plus de pétrole pour faire baisser les cours, ce qui semble peu probable. Le mieux qu'il ait obtenu du Prince héritier, Mohamed Ben Salman, est la promesse 600 milliards de dollars dans l'économie américaine.

Pendant ce temps, les Chinois ont présenté leur modèle de raisonnement (IA) de 1ère génération, DeepSeek-R1-Zero, moins coûteux et plus performant qu'OpenAI.

« Make America great again » semble relever du vœu pieux, mais la volonté de Trump de mettre fin à plusieurs conflits est un énorme acquis.

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



Politique internationale

Trump tout puissant !

Au cours d'une investiture sous très haute tension , le président élu a promis de faire flotter le drapeau américain sur Mars et de renforcer la puissance de l'armée américaine déclenchant un état d'urgence géopolitique !

Par Hafid Fassi Fihri

Le nouvel empire de la force

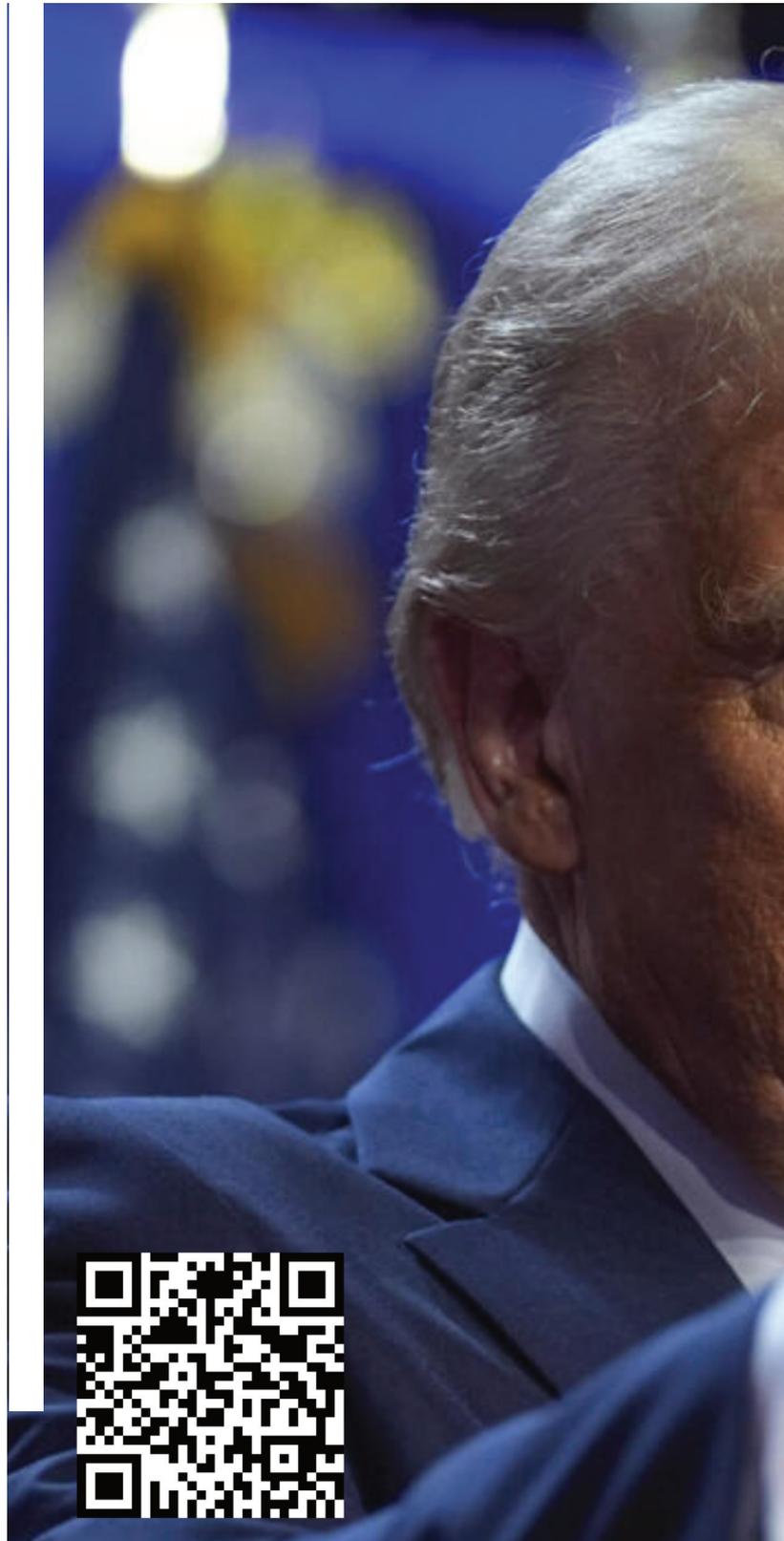
L'investiture, très attendue, du président américain élu a finalement eu lieu avec une rhétorique déchaînant les passions, les spéculations et surtout les inquiétudes en Europe vu les incertitudes qui pourraient peser sur les marchés financiers, les droits de douane et le libre-échange !

Débarassé de tout souci du politiquement correct, le président le plus puissant de l'histoire des Etats - Unis , vu qu'il détient les pleins pouvoirs, compte aller très vite en signant dès son investiture une centaine de décrets ! Et depuis sa victoire en novembre dernier, il n'a pas perdu son temps en multipliant les avertissements, les ultimatums, les provocations et les annonces fracassantes comme celles concernant les futures annexions du Canada, du Canal de Panama et du Groenland, sans parler de l'expulsion de millions d'immigrés irréguliers !

Conforté dans des certitudes que rien ne pourra vraisemblablement ébranler, Donald Trump fascine en Amérique et fait carrément peur dans le monde et il compte avaliser l'idéologie Trumpiste, cette religion qui concerne presque la moitié des Etats-Unis avec des dizaines de millions d'adeptes qui votent Trump, en forçant des ruptures radicales.

L'Amérique profonde contre l'Etat profond !

Une rupture avec la Maison Blanche version Joe Biden, dont les adieux ont été relégués aux oubliettes, et une rupture brutale avec le système régissant l'ordre mondial. Une rupture populiste vis-à-vis du système des élites de l'establishment de Washington, style Barack Obama, Hillary Clinton et Kamala Harris qui ne se gênaient absolument pas pour ignorer et mépriser les plus défavorisés parmi les américains...



Ainsi, plus de censure ou de régulation sur X ou sur Facebook, plus de culture woke et plus de LGBT ou de transgenre ! Dorénavant, le monde plonge vers une nouvelle phase où il n'y aura ni règles diplomatiques ni normes puisque tout sera réduit aux règles voulues et imposées de force par Donald Trump le Conquérant et son véritable vice-président Elon Musk !

Etat d'urgence géopolitique !

Au cours d'une cérémonie d'intronisation aux allures messianiques , avec au centre Dieu tout puissant, Trump a décrété que le déclin de l'Amérique était terminé et que dès ce 20 janvier 2025 , l'âge d'or de l'Amérique pouvait commencer ! Donald Trump avait retrouvé son compte sur X , mais en fait depuis un usage plus modéré. Ce n'est plus lui qui lance les invectives car aujourd'hui , c'est Elon Musk lui-même, qui s'en charge, avec délectation.



Les cibles, elles, n'ont pas changé : les dirigeants de grands pays européens alliés des Etats-Unis, de préférence sociaux-démocrates, figurent en haut du tableau de chasse. Avant même l'investiture présidentielle, l'année Trump s'ouvrait sur une offensive antidémocratique et anti-européenne menée par M. Musk qui affirmait stigmatiser l'internationale " réactionnaire ". Avec Musk , influenceur le plus puissant au monde , le nouvel empire de la force s'affranchit de toutes les règles pour décréter la liberté " d'expansion " , et compte se servir du tremplin de la Tech comme impitoyable machine de propagande pour déstabiliser, par



Cliquer sur l'image ou scanner le code QR, pour lire l'intégralité de l'article

exemple l'Union Européenne !

Avec Musk , influenceur le plus puissant au monde , le nouvel empire de la force s'affranchit de toutes les règles pour décréter la liberté "d'expansion " , et compte se servir du tremplin de la Tech comme impitoyable machine de propagande pour déstabiliser, par exemple l'Union Européenne !

Contre les européens !

Oui , l'Europe est écrasée et dominée, car elle ne peut rien entreprendre qui puisse contrarier ou aller à l'encontre des intérêts stratégiques américains..

Dans les faits, si Trump et Elon Musk font peur , c'est qu'à l'heure actuelle personne ne sait vraiment jusqu'où ces deux- là peuvent bien aller et entraîner avec eux la planète..! Musk étant beaucoup plus préoccupé par ses fusées que par la faim dans le monde ou par la pauvreté en Amérique, l'alliance du pouvoir technologique avec le pouvoir politique marque un tournant majeur avec le plus grand nombre de milliardaires dans un gouvernement de toute l'histoire des Etats-Unis !



Politique internationale

Enlèvements en série en Algérie et au Sahel

Par Ahmed Naji

En une semaine, une autrichienne, un espagnol et quatre marocains ont été enlevés en Algérie au Niger et au Burkina-Faso. Vaste échiquier géopolitique, le Sahel restera privé de progrès tant que règne l'insécurité.

Le 11 janvier, une ressortissante autrichienne âgée de 73 ans, Eva Gretzmacher, a été kidnappée par des hommes armés à Agadez, au Nord du Niger, où elle est installée depuis près de trois décennies.

Le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans, qui a massacré des centaines de civils, le 24 août au Burkina Faso, et dont l'enlèvement d'étrangers à rançonner dans la région du Sahel est l'une des activités privilégiées, s'est empressé de rejeter toute responsabilité à ce sujet.

Jusqu'à présent, aucune des nombreuses organisations terroristes, qui sévissent depuis deux décennies au Sahel, n'a revendiqué ce rapt.

Trois jours après, le 14 janvier, un touriste espagnol âgé de 60 ans, dont on ignore le nom, et ses guides algériens ont été enlevés par des terroristes à Assekrem, près de Tamanrasset, dans le Sud de l'Algérie (6ème région militaire).

Les accompagnateurs algériens ont été libérés le 15 janvier, alors que l'Espagnol, embarqué à bord d'un véhicule pick-up, a été emmené par ses ravisseurs au Nord du Mali, en passant par Tinzaouaten.

Il est nécessaire de souligner que quelques 600 kms séparent le lieu de l'enlèvement par des hommes armés des frontières algéro-maliennes.

Là encore, aucune partie n'a annoncé sa responsabilité.

Et cette fois, c'est le Front de Libération de l'Azawad, en conflit ouvert avec le pouvoir central à Bamako, qui dénonce ce kidnapping, une manière de repousser toute accusation à ce sujet.

Les camionneurs marocains sains et saufs

Une semaine après le rapt de la citoyenne autrichienne au Niger et quatre jours après celui de l'Espagnol en Algérie, ce sont quatre routiers marocains, ainsi qu'un burkinabé et un togolais, à bord de trois camions transportant des poteaux électriques, qui ont été enlevés au Burkina Faso, dans une zone frontalière avec le Niger.

Ces derniers ont été les seuls à avoir été retrouvés, au Niger, et libérés, en bonne santé, le 20 janvier. Les diplomates marocains en poste au Burkina-Faso et au Niger ont associé leurs efforts à ceux de l'Union africaine des organisations de transport et logistique pour parvenir à cet heureux dénouement.

Les camions et leurs cargaisons sont toujours « portés disparus », mais c'est là un moindre mal, l'essentiel étant que les camionneurs ont été sauvés.

Cette nouvelle vague d'enlèvements d'étrangers au Sahel suscite l'intérêt des observateurs de cette région d'Afrique où règne l'insécurité depuis la chute, en 2011, du régime de Kadhafi en Libye. Vue de Rabat, le rapt des quatre routiers marocains au Burkina-Faso, le 18 janvier, fait suite à l'attaque contre une trentaine d'autres camions marocains de transport de marchandises, le 8 janvier, quand ces derniers ont essuyé des tirs nourris à l'approche du passage frontalier avec la Mauritanie. Il est peu probable qu'il s'agisse d'une simple coïncidence. Il serait intéressant de faire un bref appel de l'extension du phénomène terroriste au Sahel, avant de replacer ses événements dans le contexte régional actuel.



L'armée malienne pourchasse, avec le soutien des mercenaires russes de Wagner...

L'exportation du chaos : Au terme de la « décennie noire » en Algérie, l'armée algérienne n'avait pas réussi à éliminer définitivement la menace des katibas jihadistes, mais s'était contentée de les repousser vers le Nord du Mali, où ces groupes terroristes se sont durablement installés et ont noué des relations avec les milices séparatistes et autres bandes de trafiquants combattus par Bamako. La chute du régime de Kadhafi n'a fait qu'aggraver la situation sécuritaire au Sahel, inondé d'armes prélevées dans les arsenaux libyens.

Actuellement, la situation politique dans cette région est essentiellement marquée par la lutte acharnée menée par les pays de l'Alliances des Etats du Sahel contre les groupes terroristes...



Cliquer sur l'image, afin de lire l'intégralité de l'article



Politique internationale

Trêve à Gaza : quand la résistance triomphe face à l'oppression

Par Mamoune Acharki

Après 471 jours de bombardements incessants, de blocus et de souffrances incommensurables pour le peuple de Gaza, un cessez-le-feu a été conclu entre le Hamas et Israël. Cet accord, arraché au prix de sacrifices immenses, est perçu comme une victoire symbolique pour la résistance palestinienne face à une occupation brutale et un génocide méthodique. Cet article revient sur les clauses de cet accord, les implications politiques et sociales de cette trêve, et le rôle fondamental de la résistance dans la défense d'un peuple en quête de justice.

471 jours de génocide : le peuple palestinien tient tête à l'occupation israélienne

Le 19 janvier 2025 marque une date historique pour le peuple palestinien. Après plus de 15 mois d'une campagne militaire israélienne qualifiée de "génocide" par plusieurs organisations internationales et observateurs indépendants, un cessez-le-feu a été conclu entre Israël et le Hamas. Ce conflit, qui a coûté la vie à des milliers de civils palestiniens, détruit des infrastructures essentielles et laissé Gaza exsangue, a également exposé au monde entier la résilience d'un peuple déterminé à défendre ses droits fondamentaux.

Ce cessez-le-feu, obtenu grâce à la médiation du Qatar et de l'Égypte, représente une victoire symbolique pour la résistance palestinienne, qui a tenu tête à une puissance militaire parmi les plus sophistiquées au monde. Les termes de l'accord incluent notamment l'arrêt des bombardements israéliens sur Gaza, la levée partielle du blocus pour permettre l'entrée de l'aide humanitaire, et la libération de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens détenus dans des conditions souvent dénoncées comme inhumaines. En échange, le Hamas s'engage à cesser les tirs de roquettes sur le territoire israélien.

Cependant, ce cessez-le-feu ne doit pas masquer l'ampleur des crimes commis par Israël pendant ces 471 jours. Les bombardements systématiques de quartiers résidentiels, d'hôpitaux et d'écoles ont entraîné des pertes humaines effroyables, avec plus de 15 000 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants. Des rapports d'organisations comme Human Rights Watch et Amnesty International ont documenté des violations flagrantes du droit international humanitaire, qualifiant ces actions de crimes de guerre.

"Ce n'est pas un conflit, c'est un génocide", déclarait récemment un rapporteur spécial des Nations Unies.

Pourtant, malgré cette campagne de terreur, la résistance palestinienne a su s'adapter et riposter. Les factions armées de Gaza, bien que disposant de moyens limités, ont démontré une capacité de résilience et de coordination impressionnante. Leur message est clair : le peuple palestinien ne renoncera jamais à ses droits, y compris celui à l'autodétermination. Cette résistance, qui ne se limite pas à l'aspect militaire, englobe également une lutte culturelle, sociale et politique pour préserver l'identité palestinienne face à l'occupation. Cette trêve soulève également des questions géopolitiques majeures. D'un côté, elle met en lumière les échecs d'Israël à atteindre ses objectifs stratégiques, malgré une supériorité militaire écrasante.



Ce cessez-le-feu sera-t-il respecté ?

L'État hébreu espérait affaiblir durablement le Hamas et briser la volonté du peuple de Gaza. Cependant, cette campagne a renforcé la solidarité internationale avec la cause palestinienne, notamment dans les pays du Sud global, où Israël est de plus en plus perçu comme un État colonial oppresseur. De l'autre côté, ce cessez-le-feu constitue un défi pour la communauté internationale, qui doit désormais garantir sa mise en œuvre et son respect. Les précédents accords de trêve ont souvent été rompus par Israël, qui a continué ses politiques de colonisation en Cisjordanie et de blocus à Gaza. La levée partielle du blocus prévue par l'accord actuel est un premier pas, mais elle reste insuffisante pour répondre aux besoins humanitaires urgents de la population.



Cliquer sur l'image pour lire l'intégralité de l'article



Politique internationale

Quelle nouvelle Syrie ?

Par Ahmed Naji

L'un des événements marquants de l'année 2024 qui s'achève est la chute du régime syrien, qui tient plus d'un accord entre puissances que d'une révolution. La carte du Moyen-Orient est redessinée, avec une Syrie dépecée et amoindrie.

La rapidité avec laquelle s'est effondrée le régime syrien, moins de deux semaines après le début de l'offensive lancée par les rebelles syriens le 27 novembre, a surpris nombre d'observateurs de la scène moyen-orientale.

Tout le monde savait la Syrie affaiblie par les années de sanctions internationales et la perte de contrôle des champs pétroliers et céréaliers au Nord-est du pays, sous occupation américaine.

L'armée du régime Al Assad avait, toutefois, réussi à résister aux assauts de l'opposition syrienne de 2011 à 2018, grâce au soutien de l'Iran, du Hezbollah libanais et autres milices chiites, ainsi que l'intervention militaire décisive de la Russie, en 2015.

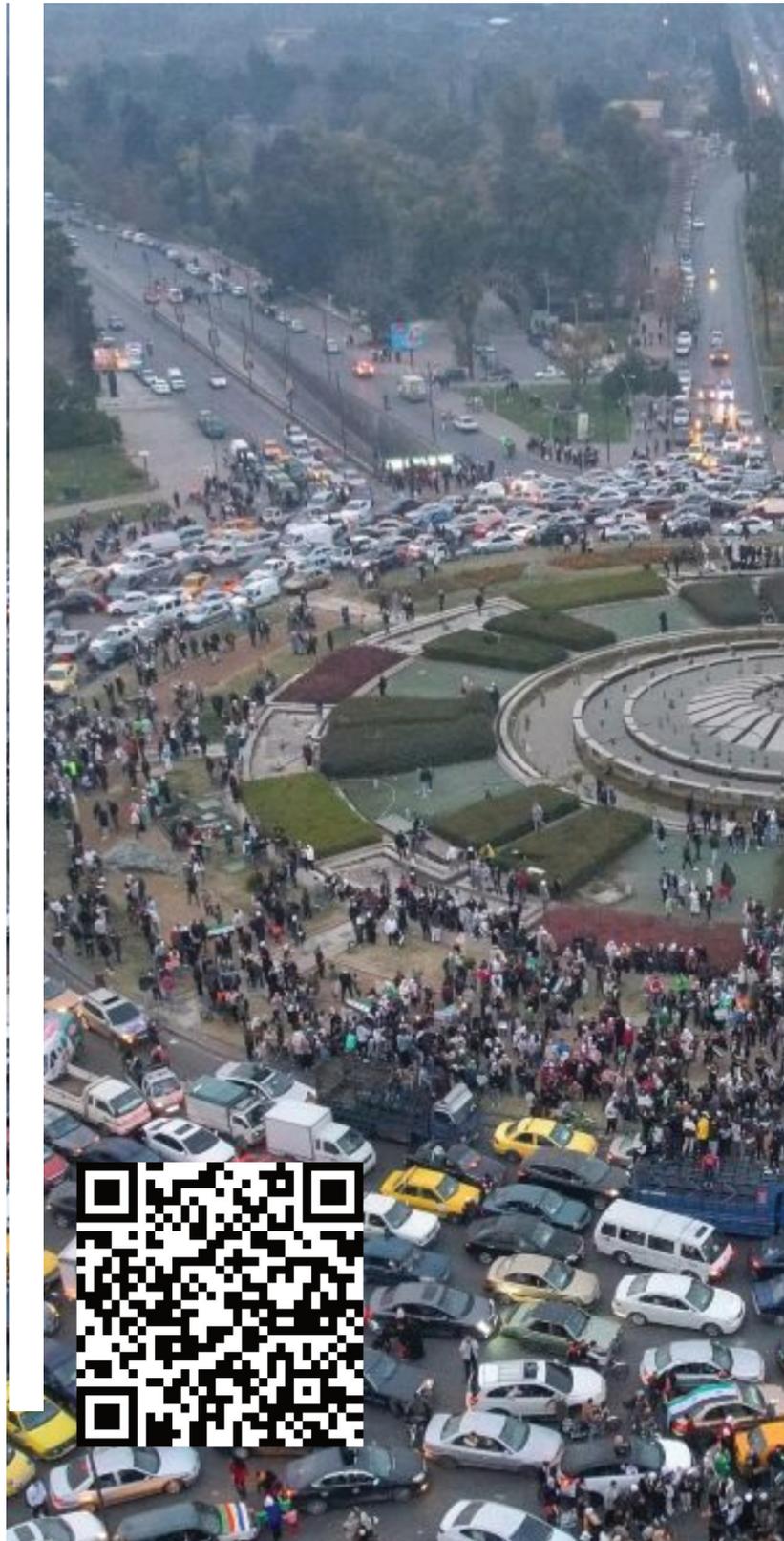
Tout portait à croire que l'opération Tymber Sycamore, qui a vu la Cia armer et entraîner les rebelles syriens et autres jihadistes venus des quatre coins du monde, avec le financement de pays arabes du Golfe, essentiellement le Qatar, avait échoué.

De l'échec des tractations à la chute

Au cours des quatre dernières années, le président syrien déchu, Bachar Al Assad, a commis la bêtise de résister à toutes les tentatives russes de le pousser à trouver un terrain d'entente avec ses opposants, protégés par la Turquie dans la dernière zone dont ils ont gardé le contrôle, Idlib.

Le président turc, Tayep Erdogan, était particulièrement frustré de ne pas pouvoir renvoyer en Syrie les plus de 3 millions de réfugiés syriens présents dans son pays depuis le début de la guerre civile, dont une large frange de la population turque veut se débarrasser.

Malgré les demandes insistantes du président russe, Vladimir Poutine, Bachar Al Assad refusait mordicus de rencontrer Tayep Erdogan afin d'élaborer une solution négociée.



Israël, pour qui la Syrie de Bachar Al Assad ne représentait pas directement une menace, tenait, toutefois, à couper la voie d'approvisionnement en armes du Hezbollah libanais par l'Iran. L'aviation israélienne n'avait, d'ailleurs, pas cessé, des années durant, de bombarder les positions des Pasdarans iraniens et les milices chiites affiliées à l'Iran en Syrie. Une fois apaisé le tumulte des batailles, le dessous des cartes commence enfin à apparaître.

Une défaite programmée

Dans un entretien accordé, le 13 décembre, à la chaîne de télévision allemande NTV, le ministre des affaires étrangères turques et ancien patron des services de renseignement, Hakan Fidan, a déclaré : « nous avons parlé aux Russes et aux Iraniens et leur avons dit que l'homme dans lequel ils avaient investi ne valait plus la peine d'être investi. Ils ont passé un coup de fil et, le soir même, Assad n'était plus là ».

Ces propos semblent crédibles dans le sens où Moscou a indiqué être en contact avec les nouveaux tenants du pouvoir à Damas, qu'elle a pourtant longtemps combattu.

De son côté, Ahmed Al Sharaa, alias Abou Mohamed Al Joulani, le nouveau dirigeant de facto de la Syrie, a souligné, dans un entretien accordé, le 18 décembre, à la chaîne d'information britannique BBC, l'importance du partenariat stratégique avec la Russie.

Les deux bases militaires russes en Syrie ne semblent, donc, pas prêtes à être démantelées, au grand dam des pays européens, qui exigent cette mesure pour soutenir la reconstruction



Le plan des Etats-Unis pour la Syrie est clair depuis longtemps

de ce pays arabe dévasté par plus d'une décennie de guerre civile et de sanctions internationales.

L'Iran, dont les exigences et ingérences politiques étaient particulièrement intolérables pour le président syrien déchu, Bachar Al Assad, semble être le principal perdant du changement de régime à Damas.

Le nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian, est, cependant, plus préoccupé à débarrasser son pays des lourdes sanctions qui étouffent son économie et de parer la menace de frappes américano-israéliennes contre ses installations nucléaires que du sort de la Syrie.

Le festin des vautours

Washington et Tel-Aviv voient en la chute du régime syrien une opportunité de retracer la carte du Moyen-Orient, en modifiant de manière radicale l'ordre régional tel qu'issu des accords de Sykes-Picot de 1916, mais sont forts déçus que Moscou a évité le piège de l'embourbement dans une guerre en Syrie.

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR pour lire l'intégralité de l'article



Politique internationale

Peut-il y avoir la paix à Gaza ?

Israël a approuvé, le 18 janvier, l'accord de cessez-le-feu avec le Hamas palestinien, qui entre en vigueur le lendemain. Beaucoup doutent de sa durabilité, Israël ayant plusieurs fois renié ses engagements. Mais le gouvernement Netanyahu a-t-il le choix ?

L'accord de cessez-le feu entre Israël et le Hamas a été accepté, d'apparence de contrecœur, par le gouvernement israélien et entre en vigueur le 19 janvier.

Sa mise en œuvre passe par trois phases, la première de 42 jours. Au cours de cette première étape, les combats cessent, l'armée israélienne se retire dès le 1er jour des zones les plus peuplées de la bande de Gaza et libère 1.000 palestiniens emprisonnés.

Le Hamas, de son côté, procède à la libération de 33 otages israéliens, cinq femmes, toutes les personnes âgées de plus de cinquante ans et ceux dont l'état de santé nécessite des soins.

600 camions d'aide humanitaire pourront, par ailleurs, entrer quotidiennement dans la bande de Gaza. 16 jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, la 2ème phase de l'accord verra les derniers otages israéliens libérés, l'armée israélienne se redéployer en dehors de la bande de Gaza et quitter le poste frontalier de Rafah, l'unique point de passage avec l'Egypte.

Les Israéliens devraient maintenir, toutefois, une présence militaire sur une partie du corridor de Philadelphie, séparant la Palestine de l'Egypte et long de 13 kms.

En 3ème étape, les négociations entre les deux parties en conflit vont porter sur la fin définitive de la guerre.

La diversion Trump

Les médias israéliens ont répété en chœur que le gouvernement Netanyahu a cédé aux pressions de Steven Witkoff, l'envoyé de Donald Trump au Moyen-Orient, afin d'accepter l'accord de cessez-le-feu avec le Hamas palestinien.

Le journaliste israélien, Méron Rapoport, pose une question pertinente, dans un article publié le 17 janvier, sur le site du 972mag. Si le gouvernement israélien avait refusé l'accord avec le Hamas, le président nouvellement réélu des Etats-Unis aurait-il osé stopper les livraisons d'armes et de munitions à Israël pour l'obliger à plier ?

Après tout, l'administration du président américain sortant, Joe Biden, n'a-t-elle pas, à plusieurs reprises, fait pression sur le gouvernement Netanyahu pour l'amener à réduire ses frappes contre les civils gazaouis et permettre l'entrée de l'aide humanitaire, mais sans parvenir à lui arracher ne serait-ce que la moindre concession ?

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR, pour lire l'intégralité de l'article





Par Ahmed Naji

A bout de souffle

Après 15 mois de guerre, l'économie israélienne est en lambeau. Le taux de croissance estimé pour l'année 2024 serait de 0,4% et le déficitaire budgétaire devrait atteindre les 8,5% du Pib, et ce malgré les près de 18 milliards de dollars versés par les Etats-Unis depuis le 7 octobre 2023.

Même après avoir passé 15 mois à bombarder la bande de Gaza et l'avoir littéralement rasée, l'armée israélienne n'est parvenue à atteindre aucun des objectifs tracés par Netanyahu. Les otages n'ont pas été libérés et le Hamas n'a pas été éliminé.

Les combattants palestiniens ont même réussi à continuer d'infliger des pertes à l'armée israélienne, dont les soldats sont totalement démoralisés, avec un nombre de suicides en hausse significative.

De plus, non seulement cela coûte très cher de mobiliser 300.000 réservistes sur le front pendant plus d'un an, mais cela fait autant de main d'œuvre dont sont privées les activités économiques.

Tous les sondages en Israël font état d'une majorité de 60 à 70% de la population qui désire la fin de la guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza.

La lassitude de tuer en vain

Cela ne veut pas dire que les Israéliens sont devenus plus sensibles au génocide perpétré par leur armée contre les Gazaouis. 62% des Israéliens considèrent qu'« il n'y a pas d'innocents à Gaza », selon un sondage réalisé, fin décembre, par le Centre aChord. Le fait est que les combattants du Hamas se sont montrés plus tenaces et résilients que prévu et les Israéliens n'en peuvent, tout simplement, plus.

Tous les succès militaires de l'armée israélienne se sont révélés illusoire. Le Hezbollah libanais a été vaincu, mais pas démantelé et continue, même affaibli, de représenter une menace pour Israël.

Le régime de Bachar Al Assad a été renversé, éloignant de la sorte la menace iranienne des frontières Nord Israël. Mais il n'est pas certain que les nouveaux dirigeants syriens, sous influence turque et appartenant au même courant islamiste que le Hamas palestinien, ne finissent pas par se montrer, à terme, tout aussi dangereux, sinon plus que les Chiites.

Entre la volonté des Mollahs de Téhéran d'exercer leur influence au pays du Cham (Syrie, Liban) et l'ambition néo-ottomane dévorante du président turc, Tayyip Erdogan, Israël ne gagne pas forcément au change.

L'épouvantail islamiste

L'Egypte autant que la Jordanie ont démontré qu'il n'était pas question pour eux de permettre à Israël de se débarrasser de la population palestinienne en l'exportant sur leurs territoires.

Ni Le Caire n'a oublié que les Frères musulmans, tendance à laquelle appartient le Hamas palestinien, ont assassiné, en 1981, le président Anouar Sadate, ni Amman la tentative de renversement du pouvoir en place, qui s'est terminé par le massacre du « septembre noir », en 1970.



Chroniqueurs invités

Où en sommes-nous avec la Palestine sur le Sahara ?

Qui peut dire que le Maroc, sous Hassan II et sous Mohammed VI, a négligé ou ignoré la question palestinienne ? Aucune personne sensée ne saurait ni même pourrait soutenir cette idée. Le Maroc, Etat et peuple, à travers différentes actions et de nombreuses déclinaisons, ont toujours porté la question palestinienne et soutenu leurs intérêts. Parfois même au détriment des intérêts nationaux (comme en 1973). Mais il est des moments où les choses doivent être clarifiées.

A chaque crise qui naît au Proche-Orient autour de la question palestinienne, le Maroc prend position, entreprend des actions, multiplie les interventions, n'hésite devant aucune implication. Et Rabat ne fait pas exception aujourd'hui, face au massacre auquel le monde entier assiste. Mais il se trouvera toujours des Marocains, beaucoup de Marocains, qui penseront que nous n'en faisons pas assez, que nous devons « dénormaliser », que nous devons cesser tout contact avec « l'entité sioniste », appellation en vogue (et juste) d'Israël, ... Que quelqu'un ose penser autre chose et le voilà taxé d'ennemi, de félon, de traître, et parfois même, les exaltés n'hésitent pas à accuser d'apostasie tout individu qui n'insulterait pas Israël. Oui, certes, l'Etat hébreu est aujourd'hui, sous la conduite de Netanyahu et de ses complices, coupable d'assassinats de masse, de destruction de très grande ampleur ; oui certes, l'Etat hébreu dirigé par des meurtriers revendiqués et assumés, est infréquentable. Et le Maroc ne le fréquente pas, ayant signé un Accord tripartite sous l'égide américaine en 2020, qu'il a gelé par la suite, dans l'attente de la clarification des choses et de l'émergence d'un gouvernement moins radical, moins fondamentaliste, moins expansionniste, moins exterminateur.

Personne de sensé ne peut traiter avec Netanyahu, Smotrich, Gallant, Ben Gvir et autres assassins que même l'Europe, pourtant si permissive, refuse de recevoir. Et le Maroc ne fait pas exception. Mais il est de notre intérêt d'affermir nos relations avec le monde entier, Israël compris, quand un changement interviendra au sein de sa direction. La politique, la diplomatie, n'ont jamais été affaires de cœur ou de sentiments, mais d'intérêts et encore d'intérêts. Et le Maroc, là encore, ne fait pas exception.

Mais, chers amis marocains défenseurs de la Palestine, comme tout le monde, que fait-on de cette phrase devenue fameuse : « Le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc considère son environnement international. C'est aussi clairement et simplement l'aune qui mesure la sincérité des amitiés et l'efficacité des partenariats qu'il établit » ? Pourquoi ce qui a été valable pour la France, l'Allemagne, l'Espagne et d'autres, avec le résultat qu'on sait, ne s'appliquerait-il pas à la Palestine et à ses dirigeants ?

L'Autorité palestinienne ou le Hamas, qui ont leurs entrées au Maroc, se jouent de cette question, selon qu'ils soient à Alger ou Rabat, selon qu'ils devisent avec des Algériens et affidés ou avec le Maroc et ses alliés. Une fois, le Sahara est marocain, une autre il ne l'est plus, avant de le redevenir, puis de ne plus l'être. La compassion pour un peuple meurtri est une chose, la clarté avec ses dirigeants en est une autre. Comme l'Espagne, comme la France, comme l'Allemagne, comme le Ghana, comme le Panama, il appartient aux Palestiniens officiels de se prononcer, une fois pour toutes, clairement, explicitement, solennellement, définitivement. Au lieu de cela, et face à un Maroc qui se déclare inconditionnellement favorable à l'Etat palestinien, les dirigeants de l'Autorité et du Hamas louvoient et leur peuple, même avant le massacre actuel, est largement indifférent à l'intégrité territoriale du royaume.



Par Aziz Boucetta

Le Maroc a déclaré qu'avec la question du Sahara, la Palestine est l'autre priorité de la diplomatie marocaine. Cela signifie que Rabat se bat pour la création d'un Etat palestinien, mais cela ne signifie aucunement de rompre avec Israël, alors même que les Palestiniens entretiennent des relations et nourrissent des contacts avec l'Etat hébreu. Alors, quand Abdelilah Benkirane excommunie et qualifie de traîtres ceux qui ne soutiennent pas assez à ses yeux la cause palestinienne, quand les gars d'Al Adl wal Ihsane et leurs improbables amis d'Annahj se dressent contre la normalisation et ostracisent à tour de bras ceux qui ne pensent pas comme eux, ils devraient revenir à de meilleurs sentiments en replaçant leur curseur. Oui, le Maroc c'est Taza et Gaza, mais Taza avant Gaza.



Cliquer sur l'image pour lire l'intégralité de l'article



Chroniqueurs invités

La dette publique marocaine est-elle soutenable ?

Par *Abdeslam Seddiki*

La dette publique constitue de par ses enjeux un sujet récurrent qui attire l'attention des observateurs et analystes et fait l'objet d'interprétations diverses tant il n'y a pas de règles précises et unanimement admises en matière de soutenabilité. Les Economistes divergent non sur le recours à la dette et en particulier à la dette extérieure, mais sur la détermination d'un niveau acceptable et soutenable qui ne remette pas en cause la souveraineté des Etats. Ce sujet est couramment débattu entre experts sans pour autant parvenir à un consensus en la matière.

Même les critères de Maastricht, dits critères de convergence, qui fixent un taux d'endettement de 60%, un déficit budgétaire de 3% et un taux d'inflation de 1,5%, sont battus en brèche et rares les Etats qui s'y conforment. L'on se demande s'il y a effectivement un seuil critique à ne pas dépasser ou faire comme le Japon qui s'accommode parfaitement avec un niveau d'endettement de 250% et

d'autres pays dont le taux d'endettement dépasse allègrement les 100%. Pour mieux saisir ces enjeux, une série de questions doivent être posées au préalable : s'endetter pour faire quoi ? A quelles conditions ? S'endetter en monnaie nationale ou en devises ?

Le poids du service de la dette, venue à échéance, par rapport aux recettes ordinaires, aux exportations, et aux nouveaux emprunts contractés ? Autant de questions susceptibles de nous donner des indices pertinents pour nous prononcer sur le bienfondé ou non du recours à l'endettement et dans quelles proportions. Autrement dit, il faut faire une analyse au cas par cas sans s'interdire pour autant de tirer des enseignements de certaines expériences historiques. Le Haut Commissariat au plan, dans le budget économique prévisionnel pour 2025 (janvier) s'attend à une stabilisation de la dette publique globale à 83,3% du PIB au cours des années 2024 et 2025 tout en demeurant cependant supérieure à son niveau d'avant-covid.

Le HCP se contente, comme il le fait couramment, de relever les faits sans interprétation ni commentaire. Pour voir plus clair, il faut consulter le rapport accompagnant le Projet de loi de finances 2025 relatif à la dette publique. Les données concernent l'année 2023.

On distingue ainsi, la dette du trésor et la dette publique incluant en plus la dette extérieure des établissements et entreprises publics. L'encours de la dette du trésor s'élève à fin 2023 à 1016,6 MM DH, soit 69,5% du PIB. Elle se compose de la dette intérieure avec 763,1 MM DH (75%) et de la dette extérieure avec 253,6 MM DH (25%). En revanche, la dette publique globale s'élève à 1201,8 MM DH, soit 82% du PIB. Pour sa part, la dette extérieure globale, incluant la dette du trésor et la dette hors trésor, s'élève à 438,8 MM DH, soit 30% du PIB dont 185,2 MM DH relève des EEP. Cette dette est libellée en euros à hauteur de 59,1 %, en dollars à hauteur de 31,1% et le reste dans d'autres devises.



Cliquer sur l'image ou scanner le code QR pour lire l'intégralité de cet article



Chroniqueurs invités

Trump et 'ses' nouveaux droits de douane

Le président Trump avait fait une promesse sur l'augmentation des droits douane sur les produits en provenance du Canada, de Chine ou de l'Union européenne. Il paraît bien décidé à la tenir. Et le droit international dans tout ça ?

Une première interrogation tout d'abord : le nouveau locataire de la Maison Blanche peut-il augmenter librement les droits de douane de manière unilatérale comme annoncé ? La réponse est celle-ci : tout dépend de l'existence ou non d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'État visé par l'augmentation des droits de douane. La situation n'est pas univoque : elle est variable du fait que plusieurs États sont visés. Mais, en tout état de cause, l'on peut relever sans difficulté le caractère unilatéral de cette augmentation unilatérale.

Avec le Ottawa et Mexico, il existe l'accord États-Unis / Mexique/Canada; il a remplacé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 2020 et il prévoit l'application de droits de douane préférentiels entre les États parties. Et une augmentation unilatérale des droits de douane constitue - sauf disposition contraire de cet accord - une violation de cet instrument ; elle peut ainsi fonder le droit d'engager certaines

procédures.

En l'absence d'un tel accord, c'est alors le "droit commun" du commerce international qui trouverait à s'appliquer, c'est-à-dire le droit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce droit repose sur un principe simple : celui de la "consolidation des concessions".

Il implique qu'un membre de l'OMC ne peut augmenter les droits de douane unilatéralement car leurs montants sont négociés dans un cadre multilatéral. Dans un cas comme dans l'autre, une augmentation unilatérale constitue donc, sans le moindre doute possible, une violation du droit international.

Caractère illicite

Compte tenu du caractère a priori illicite de ces augmentations, il faut distinguer entre des réactions possibles de deux ordres, étroitement liés d'ailleurs. La première est d'ordre institutionnel : c'est celle de l'enclenchement de procédures de règlement des différends sur le fondement des textes méconnus.

Cliquer sur l'image ou scanner le code QR pour lire l'intégralité de l'article





Par Mustapha Seimi

Il existe en effet dans les accords de libre-échange - et notamment dans l'accord États-Unis / Mexique/Canada - des dispositifs de règlement des litiges commerciaux, inspirés largement du droit de l'OMC. Ces mécanismes ont prouvé leur utilité dans le passé. Mais leur enclenchement est lourd et demande du temps en moyenne 15 mois avec appel. Mais précisément, Washington bloque le fonctionnement de cet organe d'appel de l'OMC, en empêchant le remplacement des juges qui y siègent...

Fatigue de la mondialisation

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir en 2017 a sans doute donné le coup d'envoi d'une vague populiste : elle s'est répandue ensuite dans toutes les démocraties. Cette montée en puissance est un terreau pour des politiques avec leur discours vers les déshérités de la mondialisation. Le discours nationaliste, si prégnant aujourd'hui, colle bien à cette idée de protéger les frontières, contre les biens ou les personnes venus de l'étranger. Une raison qui explique que le monde tourne désormais la page de décennies de libre-échange. Le commerce entre nations - facteur de paix et fauteur de troubles dans l'histoire - renoue avec les rapports de force. Les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) chargée de lever justement les obstacles au libre-échange, n'avancent pas : tant s'en faut. Les négociations sur l'agriculture et la pêche se sont bien achevées en mars 2024 mais dans la cacophonie : aucun compromis n'a pu être

trouvé, faute de consensus. Tout juste peut-on mentionner un accord pratiquement à l'arraché interdisant les subventions à la pêche illégale, maigre consolation...

Tout paraît se passer comme si s'installait de plus en plus une grande fatigue de la mondialisation chez les citoyens, les entreprises et les politiques. Une situation inévitable qui ne sera pas sans conséquences financières, économiques et politiques. Le protectionnisme qui est le crédo de la politique des taxes douanières de Trump nourrit l'agressivité économique et l'unilatéralisme de Washington. L'ouverture au monde est généralement considérée comme un garant de paix. Référence historique est faite à la théorie développée par Montesquieu selon laquelle les échanges commerciaux entre pays favorisent la bonne entente politique - ce que l'on a appelé le "doux commerce".

Les métiers de la data, une jeunesse qui se veut être data driven

Par Ibrahim Hatim

Ce samedi, j'ai eu l'honneur de participer à la 3ème édition de la Journée Carrière organisée par l'AMGE Caravane au sein de l'emblématique Maison du Maroc à Paris. Cette rencontre a été une formidable opportunité d'échanger avec nos étudiants et jeunes diplômés installés en France.

Ce fut un événement riche, tant par son format interactif que par le lieu chargé d'histoire. La Maison du Maroc, qui a accueilli au fil des décennies de grandes figures ayant marqué l'histoire de notre pays, confère à ces échanges un caractère inspirant et mémorable.

Lors de mon intervention, j'ai abordé un sujet qui attire souvent la curiosité des jeunes étudiants : les métiers de la data. En effet, depuis une dizaine d'années, nous assistons à l'émergence rapide et continue de nombreuses professions liées au domaine de la data. Ces métiers, qui se situent à l'intersection de la tech et du business, répondent aux besoins croissants des organisations pour exploiter le potentiel immense de leurs data.

Pour appréhender pleinement ces métiers, il est essentiel de comprendre le cycle de vie des données au sein d'une organisation.

Ce cycle se décompose généralement en trois étapes :

1: Ingestion / Collecte de données

2: Traitement et transformation des données



3: Analyse et valorisation des données

Nécessitant de ces étapes, des métiers spécifiques interviennent, chacun nécessitant des compétences bien définies.

Prenons l'exemple du Data Engineer. Souvent dans l'ombre, ce professionnel est pourtant un acteur clé des premières étapes du cycle de vie des données. Chargé de la collecte, du stockage et de la structuration des données, le data engineer est un véritable architecte. Ce métier exige une expertise approfondie en programmation, une forte capacité à résoudre des problèmes complexes, ainsi qu'une connaissance des environnements big data et des infrastructures cloud.

À l'autre extrémité du cycle, nous retrouvons le business analyst, un métier orienté vers l'analyse et la valorisation des données.

Ce rôle est essentiel pour traduire les insights issus des données en recommandations stratégiques concrètes. Le business analyst agit comme un pont entre les équipes techniques et les décideurs. Son travail repose sur une compréhension fine des besoins métiers et une capacité à utiliser les outils analytiques pour générer de la valeur.

Les métiers de la data sont aujourd'hui au cœur de la transformation digitale des organisations. Ces métiers nécessitent de croiser des compétences techniques et stratégiques pour faire face aux enjeux contemporains. Lors de cette journée, des participants m'ont interrogé sur la situation de l'écosystème data au Maroc et sur les perspectives d'emploi dans ce domaine. Grâce à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, le Royaume a élaboré une stratégie ambitieuse pour le numérique, visant à transformer durablement le paysage économique et technologique du royaume. À l'horizon 2030, cette stratégie prévoit la création de 240 000 emplois directs dans le secteur numérique, avec une contribution estimée à 100 milliards de dirhams au PIB.

Cependant, la réussite de cette stratégie repose sur deux éléments fondamentaux :

L'inclusion des talents marocains, qu'ils soient au Maroc ou à l'étranger, pour apporter leurs compétences et leur expertise.

La sensibilisation du tissu économique et politique à l'importance de la data et à son rôle stratégique dans les organisations.

Ce changement de paradigme nécessite un engagement collectif et une réelle prise de conscience de la valeur des données comme levier de compétitivité et de création de valeur.

Il est de notre devoir, que nous soyons directement impliqués ou simplement concernés, de contribuer à l'instauration d'une véritable culture data. Nous devons nous mobiliser pour être à la hauteur des ambitions du Nouveau Modèle de Développement et des attentes légitimes de notre jeunesse, qui incarne l'avenir et le potentiel du Maroc.



IBRAHIM HATIM
MEMBRE DE L'ALLIANCE DES ÉCONOMISTES ISTIQLALIENS



SCAN ME

ÉDITO EN VIDÉO

Predator Oil accélère ses travaux au Maroc

Predator Oil & Gas Holdings Plc, une société pétrolière et gazière basée à Jersey, a annoncé le lancement des travaux d'ingénierie civile sur le site de forage MOU-5, situé dans la région de Guercif, au nord-est du Maroc.

Ces travaux incluent la construction des routes d'accès et la préparation de la plateforme de forage, marquant une étape clé dans le développement des activités gazières de la société.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie nationale visant à réduire la dépendance énergétique du Maroc vis-à-vis des importations. Le Royaume, qui importe actuellement plus de 90% de ses besoins énergétiques, mise sur l'exploration et l'exploitation de ses ressources locales pour renforcer sa sécurité énergétique. Predator Oil & Gas a déjà réalisé plusieurs forages dans la région, avec des résultats prometteurs qui laissent entrevoir un potentiel significatif de production de gaz naturel.

La région de Guercif, en particulier, est considérée comme une zone stratégique en raison de sa proximité avec les infrastructures de transport de gaz existantes, notamment le

Gazoduc Maghreb-Europe. Ce projet pourrait ainsi contribuer à approvisionner le marché national tout en offrant des opportunités d'exportation vers l'Europe, en quête de nouvelles sources d'énergie dans un contexte de crise énergétique mondiale.

Cependant, des défis subsistent. Les projets d'exploration gazière sont souvent confrontés à des incertitudes géologiques, financières et environnementales. De plus, les attentes des populations locales en matière de retombées économiques et sociales devront être prises en compte pour garantir l'adhésion au projet. En conclusion, le lancement des travaux sur le site de forage MOU-5 représente une avancée importante pour le secteur énergétique marocain. Si les résultats confirment le potentiel de la région, cela pourrait marquer un tournant dans la stratégie énergétique du Royaume, avec des répercussions positives sur son économie et sa souveraineté énergétique.





Le HCP prévoit une reprise économique à 3,8% en 2025

Le Haut Commissariat au Plan (HCP) a dévoilé ses prévisions économiques pour l'année 2025, annonçant une croissance de 3,8%.

Cette estimation repose sur plusieurs facteurs, notamment une hausse de 5% des impôts et taxes nets de subventions, ainsi qu'une reprise progressive des secteurs clés de l'économie marocaine, tels que l'agriculture, l'industrie et les services.

Après une période marquée par les effets prolongés de la pandémie de Covid-19 et les incertitudes économiques mondiales, ces prévisions témoignent d'une certaine résilience de l'économie marocaine.

Cependant, des défis subsistent, notamment en matière d'inflation, de chômage et de gestion des finances publiques.

La croissance prévue découle également d'une

namique favorable dans les exportations, soutenues par les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et du phosphate. Toutefois, la dépendance du Maroc aux conditions climatiques, en raison du poids de l'agriculture dans son PIB, reste un facteur de vulnérabilité.

À l'échelle internationale, une croissance de 3,8% place le Maroc dans une position relativement favorable par rapport à d'autres économies émergentes. Cependant, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour diversifier davantage l'économie et réduire les inégalités sociales.

En conclusion, ces prévisions économiques reflètent un optimisme prudent pour 2025. Le Maroc devra toutefois continuer à mettre en œuvre des réformes structurelles pour consolider cette trajectoire de croissance et garantir une prospérité partagée.



Wall Street secouée par l'IA chinoise

Wall Street en forte baisse, la tech et l'énergie dégringolent face aux craintes sur l'IA

Les géants de la tech bousculés par une start-up chinoise

Wall Street a connu une journée difficile ce lundi, marquée par une forte baisse des indices, en particulier dans les secteurs technologiques et énergétiques.

Les investisseurs s'inquiètent de l'émergence de la start-up chinoise DeepSeek, spécialisée dans l'intelligence artificielle (IA), qui pourrait bouleverser la domination des géants américains comme Google, Microsoft ou Amazon.

DeepSeek, grâce à ses avancées spectaculaires dans l'IA générative, a attiré l'attention des investisseurs du monde entier.

Cette start-up promet de réduire considérablement les coûts de production et de révolutionner des secteurs comme la santé, l'éducation et la logistique.

En réaction, les actions des grandes entreprises technologiques américaines ont chuté, reflétant les craintes d'une perte de compétitivité face à la Chine.

Parallèlement, le secteur de l'énergie a également été impacté par la baisse des prix du pétrole, alimentée par des inquiétudes sur la demande mondiale. Les analystes estiment que ces turbulences reflètent une tension croissante entre les États-Unis et la Chine dans la course à l'innovation technologique et énergétique.





La tomate au cœur des tensions entre le Maroc et l'Espagne

Les tensions commerciales entre l'Espagne et le Maroc continuent de s'intensifier, et cette fois, c'est la tomate marocaine qui est au cœur de la discorde.

La Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos (COAG), une organisation agricole espagnole influente, a annoncé son intention de poursuivre en justice les importateurs de tomates marocaines. Cette décision reflète une anxiété croissante parmi les agriculteurs espagnols, qui dénoncent une concurrence jugée déloyale.

Selon le COAG, les tomates marocaines bénéficient d'un accès privilégié au marché européen grâce à des accords commerciaux favorables, mais elles seraient produites dans des conditions moins coûteuses, notamment en termes de main-d'œuvre et de réglementations environnementales. "Nous ne pouvons pas rivaliser avec des prix aussi bas sans sacrifier nos exploitations", a déclaré un porte-parole de l'organisation.

Cette situation s'inscrit dans un contexte de tension économique plus large entre le Maroc et l'Espagne, deux partenaires commerciaux majeurs. Si les relations bilatérales restent solides sur le plan politique, les différends commerciaux, notamment dans le secteur agricole, mettent en lumière des

déséquilibres structurels. Pour le Maroc, l'exportation de tomates représente un pilier économique important, générant des revenus substantiels et soutenant des milliers d'emplois, notamment dans les régions du Souss-Massa.

La querelle risque de raviver les tensions entre les deux pays, déjà marquées par des différends passés sur des questions migratoires et territoriales. Mais dans ce sens, une éventuelle restriction des importations de tomates marocaines pourrait affecter les producteurs marocains tout en augmentant les prix pour les consommateurs européens. Ce conflit reflète également les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs européens dans un marché globalisé.

Ce différend rappelle également des tensions similaires entre l'Union européenne et d'autres pays exportateurs, comme celles concernant les bananes d'Amérique latine ou les produits agricoles africains. Ces conflits mettent souvent en lumière les contradictions des politiques commerciales européennes, qui cherchent à équilibrer protectionnisme et ouverture.



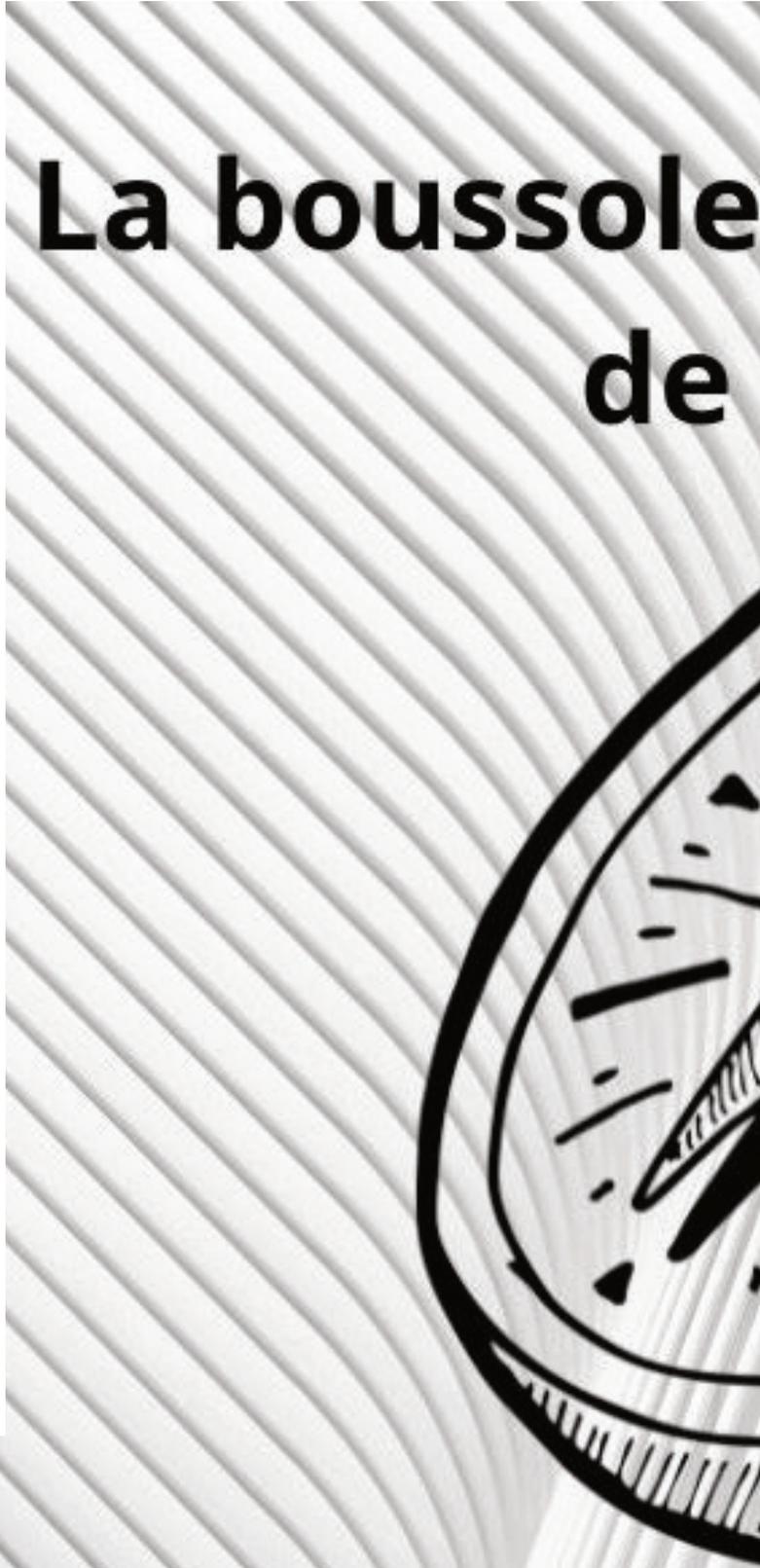
Marchés, inflation, transition : la boussole économique de 2025

Le rapport « Perspectives 2025 » publié par West Capital Partners offre une analyse approfondie des dynamiques géopolitiques, économiques et financières qui façonneront l'année à venir.

Basé sur des données provenant de grandes institutions financières internationales, ce document met en lumière les évolutions prévues dans des domaines stratégiques tels que le commerce mondial, les politiques monétaires et la croissance des marchés. Avec des prévisions chiffrées et des tendances globales, il constitue une référence essentielle pour comprendre les enjeux et les opportunités qui se profilent en 2025. L'année 2025 s'annonce marquée par des dynamiques politiques et économiques majeures. La réélection de Donald Trump aura des implications globales, avec une montée prévue des droits de douane sur les produits chinois (de 10 % à 25 % d'ici 2026) et sur d'autres partenaires commerciaux (hausse de 2,3 % à 5,4 % en moyenne). Ces mesures protectionnistes pourraient exacerber les tensions commerciales et inciter l'Europe à diversifier ses partenariats. En matière de politique intérieure, des changements fiscaux sont anticipés, notamment une baisse de l'impôt sur les sociétés à 15 %, stimulant les bénéfices des entreprises américaines.

Sur le plan géopolitique, les tensions avec l'Iran et le soutien accru à Taïwan laissent entrevoir un environnement international instable, particulièrement avec l'insistance de Trump sur une posture "America First".

Perspectives macroéconomiques : La croissance mondiale en 2025 devrait être hétérogène. Les économies avancées, freinées par des politiques budgétaires restrictives et une inflation modérée, afficheront une croissance moyenne de 2 %. En revanche, les économies émergentes comme celles de la région MENA (4,2 %) bénéficieront de la reprise des exportations énergétiques.



La boussole
de

Les investissements dans la transition énergétique, l'intelligence artificielle et la modernisation des infrastructures joueront un rôle clé dans les économies des États-Unis et de l'Europe.

Cependant, les défis structurels en Chine, liés à la baisse de la demande intérieure et à la dépendance au secteur immobilier, risquent de ralentir la croissance du pays (4,5 % en 2025).

Par ailleurs, les plans de relocalisation industriels aux États-Unis et l'impact des politiques industrielles incitatives redistribueront les flux d'investissement à l'échelle mondiale.

Perspectives des marchés monétaires et financiers :

En 2025, les banques centrales des principales économies devraient assouplir leurs politiques monétaires, stabilisant les taux directeurs autour de 3 % aux États-Unis et 1,75 % dans la zone euro.

Ce cadre pourrait favoriser un rebond modéré des marchés boursiers, particulièrement dans les secteurs



Par Adnane Benchakroun

des petites capitalisations et des entreprises technologiques.

Les obligations, notamment ESG, offrent également des opportunités attractives, avec des rendements anticipés de 5 % à 8 %. Sur le marché des devises, un dollar fort et des perspectives économiques européennes plus faibles limiteront les gains de l'euro, tandis que la volatilité du yen japonais persistera en raison de l'ajustement progressif de la politique monétaire de la Banque du Japon.

Enfin, sur le marché des matières premières, l'OPEP+ visera à stabiliser les prix du pétrole autour de 75 USD/baril, sous réserve de l'absence de nouvelles escalades géopolitiques.



Edito Digital

Istiqlal -IA : nouvelle génération de militants numériques

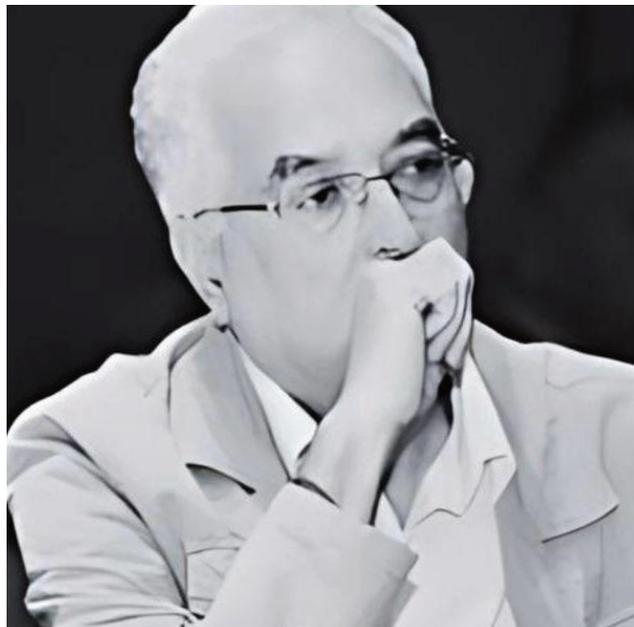
Par Adnane Benchakroun

Des militants numériques pour une révolution dans la communication politique

Le Parti de l'Istiqlal lance deux initiatives : la première génération de militants numériques istiqlaliens et un pari sur un contrat social avancé pour la jeunesse

Lors du meeting national organisé par le Parti de l'Istiqlal à Casablanca, samedi 11 janvier 2025, en commémoration du 81^e anniversaire de la présentation du Manifeste de l'Indépendance, et sous la présidence de son secrétaire général, Nizar Baraka, le parti a dévoilé deux initiatives ambitieuses sous le thème : « Les jeunes, bâtisseurs d'aujourd'hui et de demain ». La première concerne le développement des premiers militants numériques istiqlaliens, et la seconde vise à élaborer un contrat social avancé pour la jeunesse.

Dans une démarche inédite, le Parti de l'Istiqlal a annoncé la création des premiers militants numériques istiqlaliens, développés grâce aux



technologies de l'intelligence artificielle.

À travers cette initiative, le parti adopte les techniques les plus modernes dans le domaine de la communication politique. Ces militants numériques renforceront la présence du parti sur la scène numérique et amélioreront son interaction avec les citoyens, en particulier les jeunes.

Un contrat social avancé pour une jeunesse autonome et innovante

La deuxième initiative du parti consiste en l'élaboration d'un « contrat social avancé » destiné aux jeunes Marocains.

Ce contrat vise à leur offrir les moyens de s'épanouir, d'innover et de développer leur

En parallèle, il s'agit de leur fournir les compétences et les outils nécessaires pour une participation citoyenne active dans la dynamique sociale et la vie publique. Cette initiative ambitieuse, mise entre les mains de la jeunesse marocaine, a pour objectif de leur permettre de s'approprier cet outil, d'exprimer leur vision pour le Maroc de demain et de construire un avenir fondé sur la collaboration et l'engagement collectif.

Elle se veut également une plateforme pour répondre aux aspirations des jeunes, qu'ils soient des villages ou des villes, ou encore issus de la diaspora marocaine.

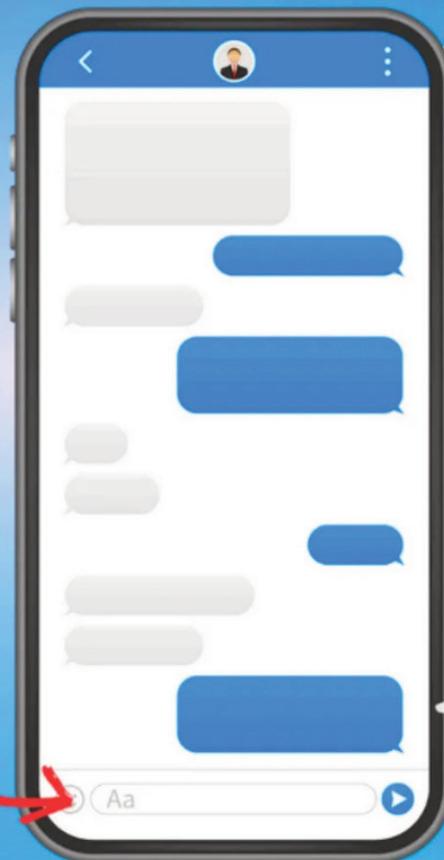
Une démarche participative pour un contrat social par et pour les jeunes

Ce contrat social, conçu pour la jeunesse, sera également construit par elle. Le parti appelle les jeunes à y contribuer activement à travers des idées et des propositions qui émergeront des consultations et rencontres locales, régionales et nationales prévues tout au long de l'année 2025.

Ces échanges constitueront une tribune permettant à la jeunesse de faire entendre sa voix, d'exprimer ses ambitions et de participer à l'élaboration des politiques publiques.

L'ODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





Digital Brèves



DeepSeek, inconnu du grand public jusqu'à récemment, est un laboratoire de recherche situé dans une province chinoise souvent ignorée par les projecteurs médiatiques.

DeepSeek dynamite-t-il l'édifice mondial de l'intelligence artificielle ?

DeepSeek » bouscule, fortement, la bourse de New York et, notamment, des sociétés comme le célèbre robot américain de l'IA « ChatGPT ». Grâce aux mêmes fonctionnalités et un moindre coût, l'application « DeepSeek » (littéralement Recherche Profonde) a connu en quelques jours un succès mondial en Europe et en Amérique.

Elle a fait perdre des centaines de milliards de dollars aux grandes sociétés de technologies numériques américaines et japonaises.

La société américaine Nvidia a ainsi perdu environ 590 milliards de dollars, soit 16% de sa valeur dans la bourse de New York.

Un petit laboratoire chinois d'intelligence artificielle, DeepSeek, vient de réaliser une avancée technologique majeure qui rivalise avec les modèles d'IA les plus sophistiqués développés par les géants américains comme OpenAI et Google.

L'industrie musicale américaine face à la menace de l'interdiction de TikTok

Le 17 janvier 2025, l'industrie musicale américaine vit dans l'angoisse à l'approche d'une possible interdiction de TikTok, prévue pour ce dimanche. Cette plateforme de vidéos courtes, qui a su captiver des millions d'utilisateurs, est devenue un outil incontournable pour les artistes et les labels. En quelques années, TikTok a révolutionné la manière dont la musique est promue, transformant des morceaux inconnus en véritables tubes grâce à sa capacité à faire découvrir de nouveaux talents.

L'impact de TikTok sur l'industrie musicale ne peut être sous-estimé. De nombreux artistes doivent leur succès à des défis viraux, des danses et des extraits de chansons qui ont captivé l'attention du public.

Tatiana Cirisano, experte en musique au sein du cabinet MIDiA Research, évoque un sentiment d'« apocalypse marketing » parmi les acteurs de l'industrie.

Selon elle, TikTok a été un véritable espace de ralliement, où la popularité des artistes pouvait se traduire directement en succès commercial.



La crainte d'une disparition de TikTok soulève des questions sur l'avenir de la promotion musicale.



Digital Brèves



Librairiesdumaroc.ma : 17 libraires se rassemblent pour un projet éclairant

Une nouvelle ère s'ouvre pour les amateurs de littérature au Maroc avec le lancement de la plateforme librairiesdumaroc.ma. Initiée par l'Association des libraires indépendants du Maroc (ALIM), cette initiative rassemble 17 librairies à travers le pays.

En pleine transition numérique, cette démarche s'inscrit dans un contexte où la lecture et l'accès à la culture deviennent des enjeux cruciaux.



DeepSeek tremble déjà : Alibaba lance son arme fatale dans la guerre des IA

Dans un monde où les technologies d'intelligence artificielle (IA) se bousculent pour dominer le marché, Alibaba vient de lancer une nouvelle version de son modèle Qwen, promettant des performances qui dépasseraient celles de ses concurrents. Cette annonce survient à un moment crucial, alors que la start-up DeepSeek a récemment fait sensation avec son propre modèle, provoquant une course effrénée parmi les géants technologiques.



Accessibilité numérique : un enjeu clé pour l'inclusion au Maroc

Une conférence régionale sur l'accessibilité numérique pour les personnes en situation de handicap s'est tenue mercredi à Tanger, à l'initiative de l'Association "Colombe Blanche".

Cet événement a rassemblé des experts, des représentants associatifs et des décideurs politiques pour discuter des moyens de réduire les inégalités numériques et de favoriser l'inclusion.

Tanger : l'accessibilité numérique pour les personnes en situation d'handicap au cœur des débats

L'accessibilité numérique, qui désigne l'adaptation des technologies pour les rendre utilisables par tous, est essentielle dans un monde de plus en plus digitalisé. Lors de cette rencontre, des solutions concrètes ont été proposées, telles que le développement de logiciels adaptés, la formation des personnes handicapées et la sensibilisation des entreprises aux normes d'accessibilité. Malgré les avancées, le chemin reste long. Selon un rapport récent, moins de 30 % des sites web marocains respectent les normes internationales d'accessibilité. Ce constat appelle à une mobilisation collective pour garantir l'inclusion numérique.



CAN 2025 : une célébration du football africain et de ses espoirs

Par Salma Labtar

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, la Confédération Africaine de Football (CAF) a mis en lumière la splendeur du Maroc, pays hôte de la Coupe d'Afrique des Nations prévue début 2026.

Des paysages à couper le souffle, du street art vibrant, et des stades remplis à craquer : la CAF a partagé une vidéo célébrant le Maroc à l'approche du tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations. "Souvenirs de la beauté du Maroc, une semaine avant le tirage au sort final", a écrit l'instance sur les réseaux sociaux.

Le tirage au sort de la phase finale se déroulera le 27 janvier 2025 à Rabat, et le tournoi se tiendra du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

Pays hôte, le Maroc est automatiquement qualifié et promet une ambiance électrique avec le soutien fervent des supporters locaux. Cette édition de la CAN réunira un mélange d'équipes expérimentées et de nouvelles venues, offrant une vitrine captivante de l'évolution et de la diversité du football africain.

Parmi les nations historiques en lice, la Côte d'Ivoire, championne en titre, croisera le fer avec d'anciens vainqueurs comme le Sénégal, l'Algérie, et l'Égypte. Des équipes emblématiques telles que le Nigeria, la Tunisie, et l'Afrique du Sud figurent également parmi les qualifiées.

La compétition mettra en lumière des nations en plein essor comme la RDC, l'Angola, et le Gabon, qui retrouvent leur place parmi l'élite, tandis que des équipes surprises comme les Comores, le Zimbabwe, et la Guinée équatoriale continuent de briller par leur détermination.

Incarnant l'espoir des plus petites nations, les Comores, l'Ouganda, et la Guinée équatoriale apporteront une énergie unique à cette édition, accompagnées par des outsiders comme le Soudan et le Bénin, qui cherchent à écrire leur propre page dans l'histoire du football africain.

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME!

@lodjmaroc      



Sport Brèves



Malgré son enthousiasme renouvelé et le bonheur qu'il a retrouvé à Madrid, l'entraîneur de 65 ans estime que son deuxième passage au Santiago Bernabeu touche à sa fin.

Carlo Ancelotti : la fin d'une ère légendaire au Real Madrid ?

Un chapitre sur le point de se clore ? Selon les informations rapportées par Onda Cero, Carlo Ancelotti aurait pris la décision de quitter le Real Madrid à la fin de la saison actuelle.

Le légendaire entraîneur italien Carlo Ancelotti, qui avait prolongé son contrat avec le Real Madrid en décembre 2023 malgré des rumeurs évoquant l'intérêt de la Fédération brésilienne de football pour le recruter comme sélectionneur national, a connu un second passage couronné de succès à la tête du club madrilène.

Sous sa direction, les Merengues ont remporté deux titres de Liga, deux Ligues des champions de l'UEFA, une Coupe du Roi, deux Supercoups de l'UEFA, deux Supercoups d'Espagne, une Coupe du monde des clubs de la FIFA et une Coupe intercontinentale.

Ce palmarès impressionnant fait d' Ancelotti l'entraîneur le plus titré de l'histoire du Real Madrid.

Open africain de judo : le Maroc rafle l'or

Le Maroc a brillé lors de l'Open africain de judo, décrochant une impressionnante moisson de médailles.

Mohamed Taha El Agbani (-60 kg), Abderrahmane El Majjani (-66 kg), Safa Cherkaoui (-44 kg), Amina Alaoui Cherifi (-52 kg), Yasmine Hariss (-70 kg) et Jihane Rahma El Mansouri (+70 kg) ont tous remporté l'or dans leurs catégories respectives, confirmant ainsi la montée en puissance du judo marocain sur la scène africaine.

Cet événement, qui s'est déroulé dans une ambiance compétitive et festive, a réuni des judokas de tout le continent, témoignant de l'essor de ce sport en Afrique. Pour le Maroc, ces victoires reflètent les efforts déployés ces dernières années pour développer les infrastructures sportives et former une nouvelle génération d'athlètes. "Ces résultats montrent que le Maroc est désormais une force incontournable du judo africain", a déclaré un responsable de la Fédération marocaine de judo. Au-delà des médailles, ces performances ont des répercussions positives sur le plan sociétal. Elles inspirent les jeunes à pratiquer le sport et renforcent l'unité nationale autour des succès sportifs.



À l'échelle internationale, le Maroc suit les traces de pays comme le Japon, où le judo est un pilier de la culture sportive.



Sport Brèves



Une ambition sans limite...

Adam Bresnu : le prodige marocain qui rêve de conquérir le PGA Tour

Prometteur du golf masculin national cette saison, Adam Bresnu ne cesse de repousser ses limites à chaque tournoi international. Vendredi dernier, il a réalisé un exploit remarquable lors du « Hero Dubaï Classic », un tournoi prestigieux du Rolex Series et du DP World Tour. Le jeune golfeur, issu du programme « Road To The Tour » de la Fédération Royale Marocaine de Golf, a réussi à franchir le cut avec un score de -2. Une performance inédite pour un golfeur marocain et arabe !

À seulement 20 ans, Adam Bresnu continue d'éblouir le monde du golf international. Après une remarquable sixième place au PIF Saudi International face aux meilleurs joueurs de l'Asian Tour et du LIV Golf League, le talent marocain de la Fédération Royale Marocaine de Golf a une fois de plus brillé.

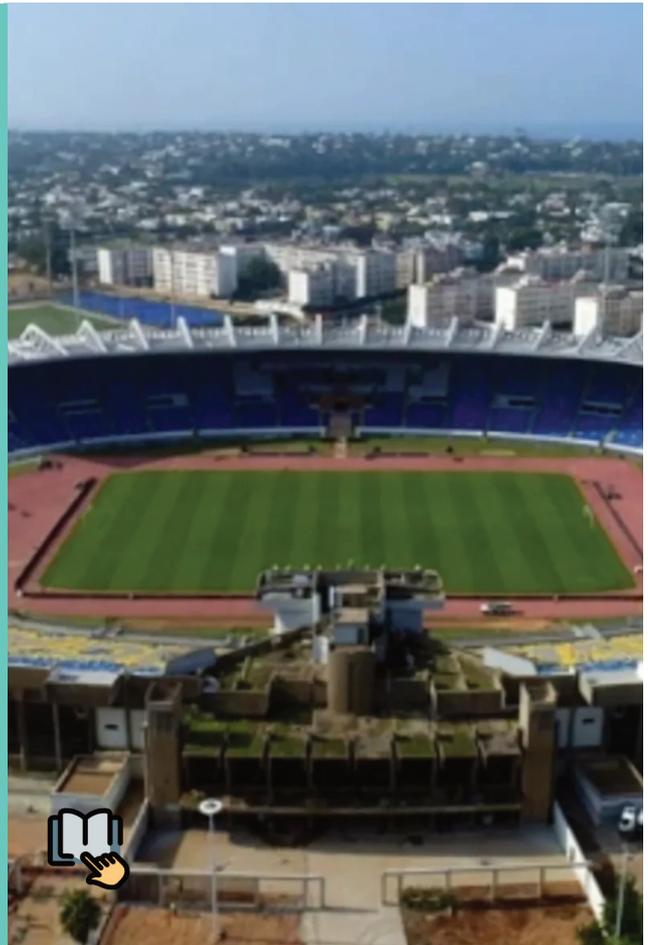
La CAF dévoile les six villes et les neuf stades hôtes de la CAN 2025 au Maroc

La Confédération Africaine de Football (CAF), en collaboration avec la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) et le Comité d'Organisation Local (COL) de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025, a annoncé les six villes qui abriteront les matchs de cette prestigieuse compétition.

Selon l'annonce publiée sur le site officiel de la CAF, « six villes et neuf stades ont été choisis pour accueillir ce tournoi majeur du football africain, qui se déroulera du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 ».

Parmi ces infrastructures, quatre stades se trouvent à Rabat : le Complexe Sportif Prince Moulay Abdellah (69 500 places), le Stade Al Barid (18 000 places), le Stade Olympique annexe du Complexe Sportif Prince Moulay Abdellah (21 000 places) et le Complexe Sportif Prince Héritier Moulay El Hassan (22 000 places).

D'autres villes participeront également à cet événement, à l'instar de Casablanca avec le Complexe Sportif Mohammed V (45 000 places), Agadir avec le Grand Stade (41 144 places), Marrakech avec le Grand Stade (41 245 places)



Fès participera également avec le Complexe Sportif (35 468 places) et Tanger, qui abrite le Grand Stade, offrant une capacité impressionnante de 75 600 places.

Lifestyle Brèves



Le nouveau complexe hôtelier comprend six bâtiments modernes abritant 152 appartements avec vue imprenable sur l'Atlantique.



Un souffle saoudien sur le secteur hôtelier marocain

Un nouveau souffle anime la perle du nord :

Le groupe saoudien Noriba Investment, via sa branche touristique Noriba Hospitality, a dévoilé un ambitieux complexe hôtelier à Tanger, marquant un tournant dans le paysage touristique local. Situé sur les côtes de l'Atlantique, ce projet haut de gamme incarne la vision stratégique de développement touristique portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Passage Fitness inaugure son septième club à Rabat

Passage Fitness, leader des clubs de sport premium au Maroc, poursuit son expansion avec l'ouverture de son septième établissement dans le quartier de Bir Kacem à Rabat.

Ce nouveau club témoigne de l'engouement croissant des Marocains pour un mode de vie sain et actif, renforçant ainsi la position de Passage Fitness comme acteur incontournable dans le domaine du bien-être.



En plus de promouvoir un mode de vie sain, Passage Fitness contribue à dynamiser l'économie locale.

Kenza Joys Boukhaima: Joy's Hypnose redéfinit le Bien-Être au Maroc

Kenza Joys Boukhaima, maître praticienne en hypnose transformative, est Maroc-canadienne et possède une sensibilité remarquable, une empathie profonde et une passion pour l'écoute et l'accompagnement. Fondé dans l'optique de proposer des solutions novatrices et bienveillantes aux défis émotionnels et psychologiques, Joy's Hypnose s'affirme comme acteur incontournable dans le domaine du bien-être.



Ce cabinet spécialisé en hypnothérapie et approches holistiques offre une prise en charge complète.



Les « pingti » : la menace chinoise qui inquiète les marques de luxe

En Chine, une nouvelle tendance défie les grandes maisons de luxe : les « pingti ».

Ces articles, surnommés "leurres" en français, brouillent la frontière entre imitation et création originale. Inspirés des designs de marques prestigieuses comme Chanel, Prada ou Hermès, les pingti captivent par leur ressemblance frappante avec les produits de luxe, tout en contournant les accusations de contrefaçon.

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

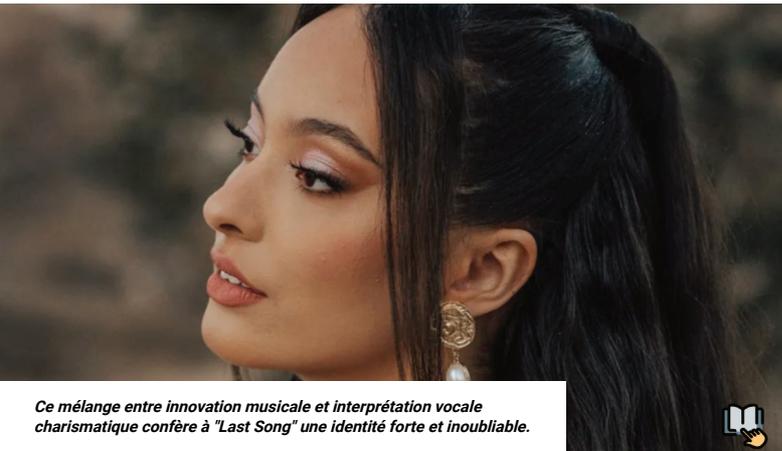
R212 **z**

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

🎧 Musiczone What's new ?



Ce mélange entre innovation musicale et interprétation vocale charismatique confère à "Last Song" une identité forte et inoubliable.



"Last Song" : Alan Walker et Faouzia unissent leurs talents

Alan Walker, célèbre pour ses compositions électro captivantes, a dévoilé "Last Song", un titre qui marque une collaboration exceptionnelle avec Faouzia, chanteuse marocaine au talent internationalement reconnu.

Ce morceau figure dans le dernier album de Walker, "Walkerworld 2.0", qui promet de nouvelles sonorités captivantes.



Un livre pour célébrer l'héritage musical de Nass El Ghiwane

Cet ouvrage, né d'une collaboration entre l'artiste Abdelkrim Jamal et le professeur de musique Arif Redouane Raifak, promet de raviver la flamme d'un patrimoine musical unique, celui du légendaire groupe marocain Nass El Ghiwane. Ce groupe, qui a marqué des générations avec son style inimitable mêlant poésie populaire et rythmes traditionnels, est souvent qualifié de "Rolling Stones du Maroc". Leur influence transcende les frontières et les époques.



Ce renouveau de l'industrie musicale britannique est une preuve éclatante de sa capacité à se réinventer face aux défis du piratage.

Taylor Swift et le renouveau du vinyle boostent les records musicaux au Royaume-Uni

Avec près de 2,4 milliards de livres sterling (soit environ 2,9 milliards d'euros) dépensés, ce chiffre dépasse de 8 % le précédent record établi en 2001, à une époque où le CD dominait encore le marché. Ce rebond spectaculaire illustre non seulement la résilience de l'industrie musicale, mais aussi son adaptation aux nouvelles habitudes de consommation.

Cependant, le vinyle n'est pas en reste. Bien au contraire, il connaît une renaissance inattendue et spectaculaire. Les ventes d'albums vinyles ont bondi de 10,5 %, atteignant près de 200 millions de livres. Ce regain d'intérêt pour le format physique témoigne d'une quête de nostalgie et d'une volonté de posséder des objets tangibles dans un monde de plus en plus digitalisé.

Au cœur de ce succès, des artistes comme Taylor Swift jouent un rôle clé. Son album "The Tortured Poets Department" a été le plus vendu de l'année avec près de 784 000 exemplaires écoulés.

Musiczone What's new ?



Nordine Dahmani, plus connu sous le surnom de "Mani", a su se hisser au sommet.

Mani Nordine, le marocain qui brille sur la scène internationale

Ce Marocain aux multiples talents est aujourd'hui une figure emblématique, non seulement comme manager des plus grandes stars américaines, mais aussi comme producteur de cinéma, chorégraphe visionnaire et même boxeur amateur. Son parcours est un exemple d'ambition et de créativité sans limites.

Dès son plus jeune âge, Mani a nourri une passion pour les arts et la scène. Cette flamme l'a conduit à fonder l'American Artist Company (AAC), une structure qui a révolutionné la gestion des talents. Grâce à cette entreprise, il a collaboré avec plus de 150 célébrités d'envergure mondiale telles que Rihanna, Usher, Lady Gaga ou encore 50 Cent. Son travail ne se limite pas à la simple gestion : il est aussi un chorégraphe reconnu dont l'innovation artistique a redéfini les standards internationaux.

« Beshwesh » : le nouveau bijou musical d'Asmaa Lamnawar

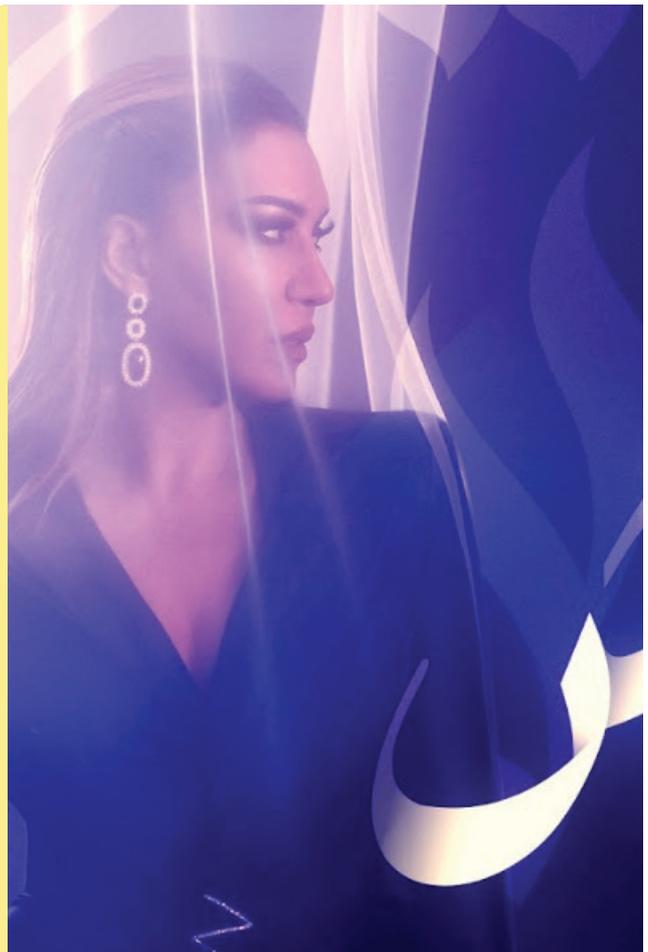
La scène musicale arabe s'enrichit d'un nouveau joyau grâce à Asmaa Lamnawar, l'une des voix les plus appréciées du monde arabe.

la chanteuse marocaine a dévoilé son dernier single intitulé

« Beshwesh », accompagné d'un clip vidéo disponible sur sa chaîne YouTube. Ce morceau, interprété en dialecte du Golfe, marque un nouveau chapitre dans la carrière de l'artiste, qui continue d'explorer différents horizons musicaux tout en consolidant sa place parmi les figures incontournables de la musique arabe.

« Beshwesh » est le fruit d'une collaboration artistique soigneusement orchestrée. Les paroles ont été écrites par le poète Waddah, tandis que la composition musicale a été confiée à Sahm, un compositeur reconnu dans la région.

L'arrangement, quant à lui, porte la signature d'Omar Sebbagh, ajoutant une touche unique à ce morceau qui mêle modernité et tradition. Pour la réalisation du clip, Asmaa Lamnawar a renouvelé sa collaboration avec la talentueuse réalisatrice marocaine Kawtar El-Touggazawi, connue pour son approche esthétique et narrative.



Le résultat est un clip visuellement captivant qui magnifie les émotions véhiculées par la chanson.

🔧 Astuces & insolite



Levi's, l'une des marques les plus iconiques du monde du jean, a su traverser les époques grâce à des modèles qui sont aujourd'hui des objets de collection.

Levi's vintage : les secrets pour trouver les jeans à prix fort

Le jean, icône intemporelle de la mode, a une histoire fascinante qui remonte à la ruée vers l'or aux États-Unis au XIXe siècle.

Initialement conçu pour les chercheurs d'or, ce vêtement est rapidement devenu un incontournable, traversant les époques et les modes.

Parmi les marques emblématiques qui ont marqué l'histoire du jean, Levi's se distingue particulièrement.

Fondée en 1853, cette marque a su se réinventer pour rester pertinente, et ses modèles anciens, surtout ceux d'avant les années 1980, sont aujourd'hui des objets de convoitise.

Pour les passionnés de seconde main et les collectionneurs, identifier les jeans Levi's rares peut se traduire par des profits impressionnants. Voici les éléments clés à surveiller pour distinguer les pépites vintage.

Cliquer sur l'image pour découvrir !

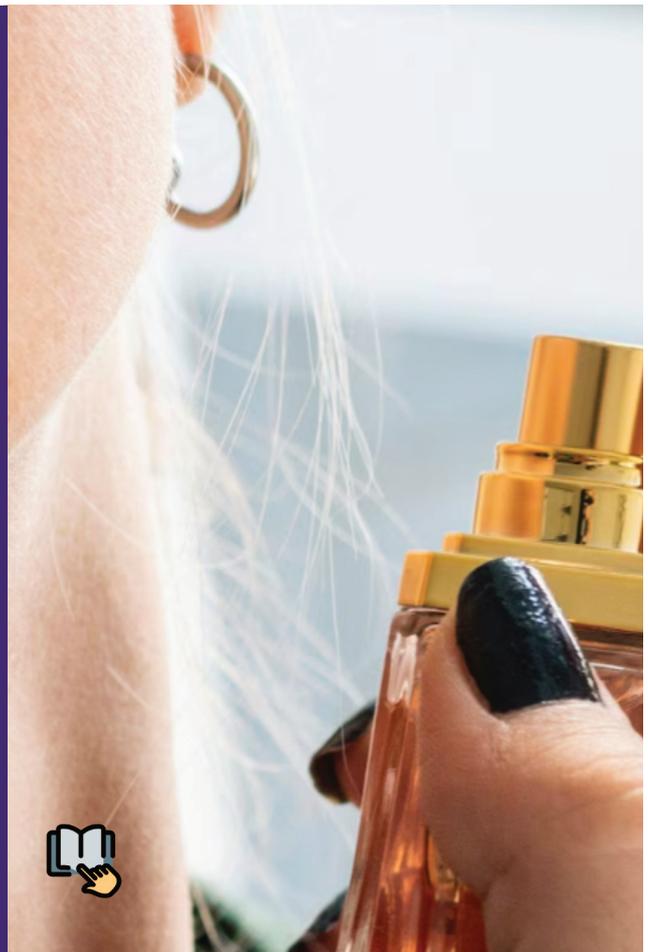
L'art d'offrir un parfum : les secrets d'un choix parfait

Offrir un parfum est bien plus qu'un simple geste. C'est une attention personnelle, souvent empreinte de symbolisme, qui en dit long sur la relation entre celui qui offre et celui qui reçoit. Mais face à la diversité des senteurs disponibles en parfumerie, le choix peut vite devenir un véritable casse-tête.

Avant toute chose, il est important de bien connaître les préférences de la personne à qui vous souhaitez offrir le parfum.

Cela implique de prêter attention aux types de fragrances qu'elle porte habituellement : eau de parfum, eau de toilette ou eau de Cologne ? Est-elle attirée par des notes florales, boisées, orientales ou fruitées ? Ces indices sont souvent révélateurs et peuvent guider votre sélection. Une astuce pratique consiste à s'intéresser à ses goûts en matière de cuisine.

En effet, Offrir un parfum est un geste à la fois délicat et symbolique. Pour éviter les faux pas et faire plaisir à coup sûr, **découvrez comment bien choisir une fragrance pour vos proches, en cliquant sur l'image !**



🔧 Astuces & Insolite



Pour les puristes, l'ajout d'ananas est une véritable hérésie qui trahit l'essence même de la pizza.

Et si l'ananas devenait l'ennemi public des pizzas ?

La pizza hawaïenne, ce mélange sucré-salé qui déchaîne les passions, est à nouveau au centre d'une querelle culinaire.

En Angleterre, Lupa Pizza, un restaurant situé à Norwich, a décidé de prendre une position radicale contre cette recette enflammée.

Leur stratégie ? Un supplément de 100 livres sterling (environ 120 euros) pour les « monstres » qui osent commander une pizza garnie d'ananas. Une démarche aussi audacieuse que moqueuse, qui ne laisse personne indifférent.

Francis Woolf, l'un des propriétaires de Lupa Pizza, ne mâche pas ses mots. Dans une interview accordée au Norwich Evening News, il a clairement exprimé son aversion pour l'ananas sur une pizza, allant jusqu'à dire qu'il s'agissait de sa garniture la plus détestée.

Une découverte exceptionnelle au Maroc : un reptile marin unique du Crétacé

Une équipe de chercheurs a récemment mis au jour une espèce rare de mosasaure au Maroc, enrichissant notre compréhension de la biodiversité marine à la fin du Crétacé. Ce reptile marin, identifié comme un Carinodens, se distingue par des dents uniques, adaptées au broyage de proies à carapace dure. Cette découverte, réalisée dans la mine de phosphate de Sidi Chennane, dans la région de Béni Mellal-Khénifra, éclaire l'évolution remarquable des mosasaures peu avant leur extinction massive.

Mesurant entre 2 et 3 mètres, le Carinodens appartenait à un groupe primitif de mosasaures, connus pour leur diversité anatomique. Contrairement aux dents coniques et recourbées typiques de ses proches cousins, celles du Carinodens présentent une forme basse, rectangulaire et comprimée. Cette particularité témoigne d'une évolution marquée chez les mosasaures, qui ont développé une large variété de formes dentaires pour répondre à des régimes alimentaires spécialisés.



Cette découverte s'inscrit dans une série d'études sur la riche faune fossile des gisements marocains.



Édito Automobile

Le marché automobile marocain démarre bien en 2025 avec une croissance de 22,11%

Le marché automobile marocain a connu une nette progression en janvier 2025, avec une augmentation globale des ventes de +24,11 % par rapport à janvier 2024. Selon les données fournies par l'AIVAM, un total de 14 997 véhicules a été vendu au cours de ce mois, contre 12 084 unités l'année précédente.

Les véhicules particuliers (VP) ont enregistré une hausse de +18,65 %, atteignant 13 139 unités vendues en janvier 2025, contre 11 074 l'année précédente. Quant aux véhicules utilitaires légers (VUL), ils ont affiché une performance exceptionnelle, avec une augmentation de +83,96 %, passant de 1 010 unités en janvier 2024 à 1 858 unités en janvier 2025.

Parmi les marques les plus performantes, Hyundai et Renault se démarquent avec des croissances respectives de +96 % et +50,59 % sur le segment des VP. En revanche, Dacia, leader historique, a vu ses ventes chuter de -32,24 %, bien que la marque conserve une part de marché dominante de 19,54 %.

Dans le segment des VUL, Fiat et Ford ont également affiché des progressions impressionnantes, avec des hausses respectives de +160,67 % et +68,79 %.

Cette dynamique de croissance témoigne d'un regain d'activité dans le secteur automobile marocain, porté par une demande accrue et des stratégies de commercialisation renforcées.



Mohamed Ait Bellahcen

Dacia perd du terrain, Hyundai et Renault en forte progression

AIVAM
ASSOCIATION DES IMPORTATEURS DE VÉHICULES AU MAROC
جمعية مستوردي السيارات بالمغرب

Rapport de l'AIVAM

Automobile Brèves



Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau

Le Maroc accélère le développement d'infrastructures routières pour le Mondial 2030

Dans une dynamique de préparation pour la Coupe du Monde de football 2030, le Maroc intensifie ses efforts en matière d'infrastructures routières. Lors d'une récente session à la Chambre des représentants, Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, a annoncé que son ministère s'active à finaliser les études techniques relatives aux autoroutes et voies express essentielles pour cet événement mondial. Cette initiative vise à garantir une fluidité de circulation et un accès optimal aux différentes villes hôtes.

Le Maroc Se prépare à accueillir le Monde !

Vos Ford et Chevrolet ? Nous avons Toyota, KIA, Renault et BMW !

Dans une déclaration qui a fait grand bruit, Claudia Sheinbaum, présidente du Mexique, n'a pas hésité à égratigner l'industrie automobile américaine. En réponse à l'obsession de Donald Trump pour son mur à la frontière, elle a souligné que le monde, et notamment les 7 milliards de consommateurs qui le peuplent, pourrait très bien se passer des voitures américaines.

« Vos Ford et Chevrolet ? Nous avons Toyota, KIA, Renault et BMW, qui sont techniquement supérieures »

A-t-elle lancé avec assurance, mettant en lumière l'avance technologique et la diversité de l'offre automobile internationale.



Claudia Sheinbaum vante la supériorité de Toyota, Renault et BMW



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME